



les jeunes

Investir dans les jeunes ruraux pour favoriser un développement durable et équitable

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Fonds international de développement agricole (FIDA). Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans cette publication ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

Couverture:

©FIDA/Anwar Hossain

ISBN 978-92-9072-558-9

© 2014 – Fonds international de développement agricole (FIDA)

Mars 2015

les jeunes

Investir dans les jeunes ruraux pour favoriser un développement durable et équitable

par

Rosemary Vargas-Lundius

Chercheuse principale, Division des statistiques et des études au service du développement, Département de la stratégie et des savoirs, FIDA

et

David Suttie

Consultant, Division des statistiques et des études au service du développement, Département de la stratégie et des savoirs, FIDA



Investir dans les populations rurales

Table des matières

Preface	4
Remerciements	6
Résumé	7
Introduction	11
Contexte: L'environnement du développement et ses conséquences pour les jeunes ruraux	13
Promouvoir une croissance qui tient compte des jeunes	13
L'importance de lutter contre les inégalités structurelles	14
Perspectives pour un développement inclusif qui tient compte des jeunes	15
Jeunes ruraux et transformation structurelle	16
Dynamique des populations	16
Transformation structurelle	16
Rôle du secteur agricole	17
Rôle de l'économie rurale non agricole	20
Migration	20
Contrastes entre les zones rurales	22
Défis et solutions pour l'autonomisation des jeunes ruraux	23
Défi 1. Créer des emplois décents pour les jeunes ruraux, femmes et hommes	24
Défi 2. Exploiter le potentiel des jeunes ruraux sur les plans de la productivité et de la création de revenus	27
Défi 3. Offrir aux jeunes ruraux des possibilités d'éducation et de formation pertinentes	37
Défi 4. Faire en sorte que la migration soit un choix et permettre aux jeunes de tirer profit des possibilités qui s'offrent à eux	48
Défi 5. Renforcer la participation des jeunes ruraux à tous les niveaux de la société	51
Conclusions	56
Bibliographie	57

Figure

Figure 1. Principales approches et mécanismes saillants pour faciliter l'inclusion des jeunes dans la transformation rurale	10
---	----

Tables

Tableau 1. Approches et mécanismes visant à créer des emplois décents pour les jeunes ruraux, femmes et hommes	28
Tableau 2. Approches et mécanismes visant à accroître la productivité des jeunes et à améliorer leur accès aux activités génératrices de revenus	32
Tableau 3. Approches et mécanismes visant à améliorer la pertinence, la qualité et l'accessibilité des systèmes d'éducation et de formation pour les jeunes ruraux	40
Tableau 4. Approches et mécanismes visant à faire de la migration un choix plutôt qu'une nécessité	49
Tableau 5. Approches et mécanismes pour renforcer la participation des jeunes ruraux, femmes et hommes	52

Encadrés

Encadré 1. Le programme pour un travail décent	25
Encadré 2. Faciliter l'accès à la terre des jeunes femmes au Bengale-Occidental	35
Encadré 3. Promouvoir la participation des jeunes dans les services financiers locaux en Sierra Leone	37
Encadré 4. Offrir une éducation aux enfants des familles de pasteurs en Mongolie	43
Encadré 5. Formation en cours d'emploi pour les jeunes à à Madagascar	45
Encadré 6. Les fermes-écoles	46
Encadré 7. Développer et améliorer les services d'envoi de fonds en Afrique	48
Encadré 8. Réseau mondial des jeunes pour l'innovation	53

Préface

Les jeunes sont l'avenir. Cependant, dans le monde d'aujourd'hui, les jeunes femmes et les jeunes hommes sont trop souvent marginalisés et exclus – d'un emploi décent et des processus décisionnels clés relatifs à la façon de répondre aux grands défis auxquels nous sommes tous confrontés. Leurs voix sont rarement entendues dans le débat démocratique et leurs besoins et leurs points de vue sont rarement pris en compte dans les politiques et les programmes.

Pourtant, le monde a plus que jamais besoin des idées des jeunes, de leurs talents et de leur énergie. Dans les zones rurales, nous avons notamment besoin de leur dynamisme et de leurs capacités d'innovation en vue de produire de façon durable suffisamment de nourriture afin de pourvoir aux besoins d'un monde de plus en plus peuplé et urbanisé.

Les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent 17% de la population des pays en développement. Entre 2010 et 2050, dans les seuls pays les moins avancés, 15,7 millions de jeunes femmes et de jeunes hommes rejoindront chaque année la population en âge de travailler. Nombre d'entre eux vivront dans les zones rurales et travailleront en marge du secteur formel. À titre d'exemple, en Afrique subsaharienne, 62% des jeunes travaillent actuellement dans des exploitations familiales, où ils sont souvent non rémunérés et dépourvus de toute protection. Compte tenu du grand nombre de jeunes qui atteindront prochainement l'âge de travailler, le potentiel du "dividende démographique" est considérable, tout autant que le risque qu'il représente.

L'intégration des jeunes dans le secteur productif de la société stimule la croissance économique de leur pays tout en contribuant à l'harmonie sociale et à la stabilité politique. Il est essentiel d'intégrer les jeunes, femmes et hommes, dans la vie économique, afin de ne pas se priver de leurs contributions et d'atténuer les risques de troubles sociaux.

Ces dernières années, ces faits ont eu une influence toujours plus grande sur le programme du FIDA. Ils figurent dans notre Cadre stratégique, qui recommande d'"offrir des perspectives d'avenir aux jeunes ruraux", et ils sont intégrés dans les programmes et les projets financés par le FIDA, qui, de plus en plus, travaillent directement avec les jeunes ruraux et accordent la priorité à leurs besoins.

Je suis heureux de constater que la cause des jeunes occupe également une place de plus en plus importante sur la scène internationale. Par exemple, le Plan d'action du système des Nations Unies pour la jeunesse (Youth SWAP) constitue une réelle opportunité pour les agences des Nations Unies, y compris le FIDA, d'établir des partenariats en vue d'œuvrer plus efficacement en faveur des jeunes.

La communauté internationale élabore actuellement le programme de développement pour l'après-2015. Toutes les parties reconnaissent clairement que l'inclusion et l'équité sont essentielles pour parvenir à une réduction générale et durable de la pauvreté. Il s'agit là d'une occasion en or pour inverser la tendance à la marginalisation des jeunes, en particulier des jeunes femmes et des jeunes hommes qui ne vivent pas dans les villes. Le dynamisme et la créativité des jeunes sont indispensables pour moderniser les systèmes de production alimentaire, produire des énergies vertes, lutter contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique, et stimuler la croissance dans les zones rurales.

Nous savons ce que nous devons faire pour aider les jeunes ruraux. Nous devons leur fournir une éducation de qualité et des formations pertinentes. Nous devons créer des emplois décents qui ouvrent des perspectives pour les jeunes femmes et les jeunes hommes. Nous devons leur permettre d'accéder aux ressources, aux intrants et aux services dont ils ont besoin pour être productifs. Nous devons aussi reconnaître que pour certains jeunes ruraux la migration est le meilleur choix, et nous devons contribuer à faire en sorte que ce soit un choix judicieux, sûr et enrichissant. Nous devons en outre encourager les jeunes à participer pleinement à la vie de leurs collectivités et de leurs nations.

Travailler en partenariat avec les jeunes ruraux et leurs organisations afin de rendre tout cela possible constitue l'un des piliers du programme de travail du FIDA. Il est également indispensable de créer un monde plus équitable, plus juste et plus durable.

John McIntire,
Vice-Président adjoint
Département de la stratégie et des savoirs
Fonds international de développement agricole

Remerciements

Ce document a été préparé par Rosemary Vargas-Lundius, Chercheuse principale, et David Suttie, Consultant, Département de la stratégie et des savoirs, FIDA.

Les auteurs tiennent à remercier les nombreux jeunes ruraux qui ont partagé leurs expériences, leurs savoirs et leurs points de vue dans le cadre de diverses initiatives axées sur les jeunes ces dernières années – ateliers, événements consacrés au partage des savoirs et évaluations menées par le FIDA. Ces initiatives ont permis aux auteurs de mieux comprendre les perspectives et les défis auxquels sont confrontés les jeunes ruraux d’aujourd’hui et la façon dont ce groupe envisage son rôle dans le programme de développement.

Les auteurs remercient particulièrement Felicity Proctor, Consultante en développement international, pour ses idées, ses suggestions et ses ressources, qui ont grandement contribué à la formulation des arguments de ce document ainsi que pour son aide à la révision de la version préliminaire.

Plusieurs collègues du FIDA ont participé à l’élaboration de ce document en fournissant des contributions et en formulant des commentaires. Nos remerciements s’adressent aussi à Maria Hartl (Département gestion des programmes), à Karim Hussein (Département de la stratégie et des savoirs), à Anja Lund (Département de la stratégie et des savoirs), à Bettina Prato (Département de la stratégie et des savoirs) et à Anne-Laure Roy (Département gestion des programmes).

Ce document n’aurait pas pu être élaboré sans le soutien de Gary Howe, Directeur, Division de la planification stratégique, Département de la stratégie et des savoirs, et de Thomas Elhaut, Directeur, Division des statistiques et des études au service du développement, Département de la stratégie et des savoirs.

Un grand merci également à Catharine Way pour l’édition papier.

Résumé

Messages clés

- Dans beaucoup de pays en développement, le nombre et la proportion de jeunes atteignent actuellement des records sans précédent. Cette situation crée les conditions d'un dividende démographique, une fenêtre d'opportunités en faveur d'une accélération de la croissance et du développement qui se produit lorsque la proportion des personnes en âge de travailler est supérieure à celle des personnes âgées et des jeunes. Mais ce phénomène s'accompagne également de nouveaux défis pour les pays, qui doivent assurer l'éducation de ces jeunes et leur fournir un travail décent, et de risques graves en termes d'instabilité politique et sociale, si le potentiel de ces cohortes de jeunes n'est pas exploité.
- Dans la plupart des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Asie centrale, une part importante des jeunes vit dans des agglomérations rurales. À mesure que la pression sur les systèmes de production alimentaire augmente, que les économies rurales se diversifient et créent des liens avec les villes et les grandes villes et que le rythme de l'urbanisation s'accélère, la contribution de ces jeunes aux activités productives sera déterminante pour le développement.
- Migrer ouvre potentiellement des perspectives d'emploi et d'éducation décentes pour les jeunes. C'est un élément clé de la transformation structurelle nécessaire en vue de favoriser le développement économique. Parallèlement, l'exode des jeunes des régions rurales pourrait priver les communautés rurales de leurs membres les plus dynamiques et énergiques. Le processus de migration s'accompagne ainsi de possibilités pour les jeunes mais également de nouveaux défis et risques. Les politiques et programmes de développement doivent donc s'efforcer au maximum de tirer profit de ces possibilités tout en minimisant les risques.
- Les perspectives offertes aux jeunes femmes et aux jeunes hommes d'aujourd'hui en termes d'éducation, de soins de santé, de nutrition et de travail décent auront des conséquences importantes sur les futures tendances démographiques. Tous ces facteurs sont étroitement liés aux taux de fécondité. Il est donc raisonnable de supposer qu'ils seront déterminants de l'évolution de la population mondiale – qui, selon les tendances, pourrait atteindre 9 milliards ou 10 milliards d'êtres humains à l'horizon 2050. Cette évolution aura à son tour des répercussions sur la mesure dans laquelle il sera possible de gérer les pressions exercées sur les systèmes alimentaires, l'environnement et le climat.
- Malgré l'importance évidente des jeunes d'aujourd'hui pour relever les défis auxquels sera confronté le monde demain, il est regrettable de constater qu'ils restent en marge des débats et de la planification en matière de développement. Cette marginalisation est particulièrement frappante lorsqu'il s'agit des jeunes ruraux, femmes et hommes, les plans axés sur l'emploi des jeunes ayant été majoritairement conçus et mis en œuvre pour répondre aux besoins des jeunes urbains. Toutefois, la communauté internationale s'accorde de plus en plus à reconnaître la nécessité de mettre en place des modèles économiques inclusifs, ainsi que le rôle primordial de l'agriculture et la nécessité de lutter contre les nouveaux défis climatiques et environnementaux. Cette reconnaissance offre désormais davantage de champ à la prise en compte des préoccupations des jeunes ruraux, femmes et hommes.

- Les investissements dans la transformation rurale sont une pierre angulaire de la création d'un environnement favorable, au sein duquel les jeunes ruraux ont accès à des moyens de subsistance durables. C'est une nécessité pour donner aux jeunes la liberté de choisir entre rester dans leurs communautés d'origine pour réaliser des activités productives ou utiliser leurs compétences pour poursuivre des opportunités ailleurs. Afin de garantir ce choix aux jeunes, il convient principalement: de générer des opportunités économiques et des emplois décents dans les zones rurales; d'améliorer les systèmes d'éducation et de formation en milieu rural; de faciliter la participation des jeunes aux processus décisionnels et de planification à tous les niveaux; et d'autonomiser et de protéger les migrants.
- Alors que le programme de développement pour l'après-2015 est en cours d'élaboration, et que la communauté internationale célèbre l'Année internationale de l'agriculture familiale en 2014, le temps est venu de s'assurer que les besoins et les aspirations des jeunes ruraux reçoivent l'importance qu'ils méritent.

Transformation rurale soucieuse des jeunes

Dans un monde de plus en plus urbanisé, la dépendance à l'égard des zones rurales pour la fourniture de biens et de services, comme la nourriture et les énergies vertes, sera forte. Ainsi, la transformation rurale doit favoriser des moyens de subsistance durables pour les jeunes d'aujourd'hui et de demain. Il convient pour cela de mettre fin au désintérêt général à l'égard des préoccupations des populations rurales et des petits exploitants agricoles dans l'élaboration des politiques et la planification du développement. Il est urgent d'établir des réponses coordonnées aux évolutions récentes, telles que les migrations, l'urbanisation, la pression croissante sur les systèmes de production alimentaire, l'intégration et la mondialisation économiques, et le changement climatique. Ces réponses doivent tenir compte des réalités actuelles et des prévisions concernant l'évolution démographique des jeunes. Les problèmes de la jeunesse rurale doivent être considérés au sein de ces processus plus larges de changement, car la possibilité de créer des moyens de subsistance viables et durables pour ces jeunes ruraux en pleine expansion dépendra du contexte plus large de la transformation rurale en faveur des pauvres.

Relever les principaux défis posés à l'autonomisation des jeunes ruraux

Les possibilités offertes aux jeunes ruraux sont souvent limitées par des structures hiérarchiques fondées sur l'âge qui favorisent des disparités fondées sur l'âge concernant la participation dans les systèmes économiques et politiques. Plus précisément, il convient de relever les défis clés suivants en vue d'élaborer un programme de transformation rurale soucieux des jeunes:

1. Créer des emplois décents pour les jeunes ruraux, femmes et hommes

L'argument le plus convaincant, renforcé par les réalités démographiques actuelles et émergentes, est que la croissance économique ne peut être à la fois durable et inclusive que si elle génère des emplois décents pour les jeunes d'aujourd'hui et de demain. Créer des emplois salariés sûrs et décents revêt une importance capitale pour les jeunes et pour les pays: si ces derniers veulent tirer profit du possible dividende démographique, ils devront exploiter pleinement leurs ressources humaines et augmenter le rendement du travail. Il s'agira ainsi d'inverser la tendance des précédents modèles de croissance, qui n'ont généralement pas généré d'augmentation massive de l'emploi.

2. Exploiter le potentiel des jeunes ruraux sur les plans de la productivité et de la création de revenus

Les contraintes liées à l'accès au financement, aux marchés, aux ressources productives et à la terre, conjuguées au sous-investissement dans les zones rurales, limitent le potentiel productif des jeunes ruraux et reflètent les inégalités qui entravent le développement partout dans le monde. Les jeunes femmes rurales, en particulier, sont souvent piégées dans des emplois non productifs, elles effectuent généralement de lourdes charges de travail non rémunéré au sein de leur ménage et sont victimes de croyances traditionnelles concernant le type de travail qu'elles doivent exercer et de restrictions liées à leur mobilité.

3. Offrir aux jeunes ruraux des possibilités d'éducation et de formation pertinentes

Répondre aux besoins d'éducation et de formation des jeunes ruraux sera de plus en plus pressant à mesure que la population augmentera et que les terres se feront plus rares. Cela signifie que les jeunes auront besoin de compétences pour adopter des méthodes de production agricole durables, accéder à des emplois ruraux non agricoles ou migrer en vue d'améliorer leur subsistance. Cependant, à ce jour, les besoins des jeunes ruraux ont rarement été pris en considération de manière systématique dans les programmes d'éducation et de formation. Cette lacune a rendu la transition des jeunes vers l'emploi productif plus difficile.

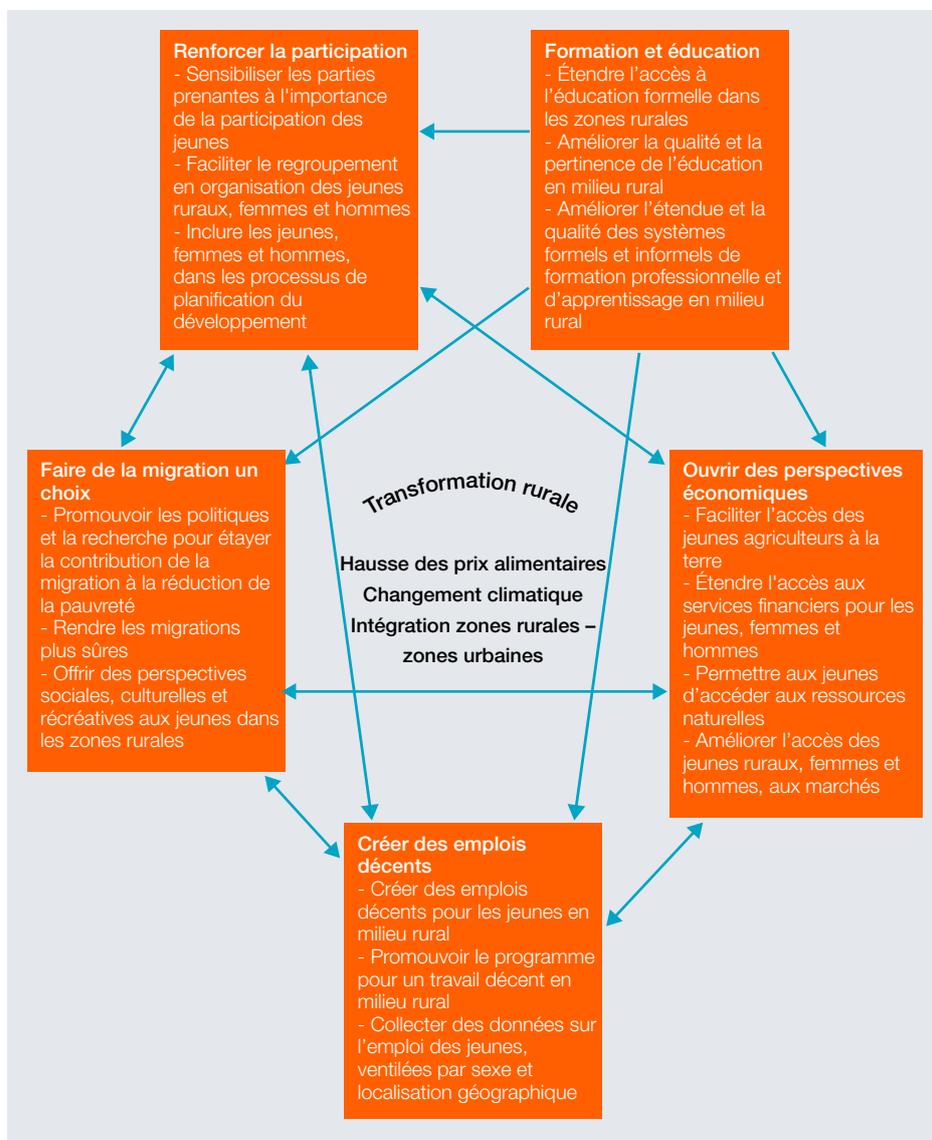
4. Donner aux jeunes les moyens de tirer profit des migrations et de minimiser les risques associés

Les migrations sont un élément central des processus de transformation structurelle et rurale. Toutefois, la migration devrait être un choix, pas une nécessité. Il est important d'éviter les situations où les jeunes ruraux, femmes et hommes, se sentent contraints de migrer vers les zones urbaines ou à l'étranger en raison d'une absence de perspectives dans leurs communautés rurales. Certains types de migration, en particulier celles qui sont motivées par des facteurs de détresse et un mauvais accès à l'information, peuvent déboucher sur des situations à risque, qu'il convient d'atténuer.

5. Renforcer la participation des jeunes ruraux à tous les niveaux de la société

Les jeunes ne participent que rarement aux processus stratégiques et de planification qui affectent leur vie et l'avenir des sociétés dont ils hériteront. Dans de nombreux cas, cela s'explique par des idées fausses à l'égard de leurs compétences, qui aboutissent à une sous-évaluation des contributions qu'ils pourraient apporter à de tels processus. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles leurs besoins sont rarement pris en compte.

Figure 1. Principales approches et mécanismes saillants pour faciliter l'inclusion des jeunes dans la transformation rurale



Introduction

“La jeune génération d’aujourd’hui a montré que, lorsqu’on lui en donne l’occasion, elle peut déplacer des montagnes. Nous devons écouter ces jeunes. Mais nous devons également faire plus – nous devons répondre aux enjeux qu’ils soulèvent. Nous devons donner à ces jeunes gens dynamiques la possibilité de contribuer à la société et aux grands combats que l’humanité doit mener aujourd’hui – à savoir la lutte contre la faim, la pauvreté, la dégradation de l’environnement et le changement climatique.”

– Le Président du FIDA, Kanayo F. Nwanze

Le nombre de jeunes est à un niveau record dans la plupart des pays en développement¹. Les enfants de moins de 15 ans et les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent aujourd’hui respectivement 26% et 17% de la population des régions en développement. Dans les pays les moins avancés (PMA), la proportion de jeunes est encore plus élevée (DAES, 2013)². Bien que ces cohortes de jeunes offrent des perspectives de développement sans précédent, ils constituent également un défi majeur pour leurs pays, qui sont confrontés à la nécessité de les éduquer et de leur fournir des emplois décents.

Ces jeunes représentent la promesse d’un dividende démographique – une fenêtre d’opportunités qui favorise l’accélération de la croissance et du développement et qui se produit lorsque la proportion des personnes en âge de travailler est supérieure à celle des personnes âgées et des jeunes³. Cependant, comme cela a été observé dans les pays d’Asie de l’Est au plus fort de leur développement économique, il est indispensable de veiller explicitement à ce que les politiques et les plans de développement répondent aux divers besoins des jeunes. Les chercheurs ont estimé qu’un quart à deux cinquièmes de la croissance réalisée au cours du miracle économique survenu en Asie de l’Est était attribuable au dividende démographique. Entre 1965 et 1990, lorsque le dividende démographique était à son apogée, les pays d’Asie de l’Est affichaient en moyenne une croissance du produit intérieur brut (PIB) de plus de 6% par an (Bloom, Canning et Sevilla [2002], cités dans *Population Reference Bureau* [2009]). Il est par conséquent nécessaire d’adopter une approche visionnaire du rôle que les jeunes joueront dans “L’avenir que nous voulons”⁴. L’intégration des jeunes dans la société de production s’accompagne d’avantages en termes de stabilité politique et d’harmonie sociale. En revanche, si le pays ne parvient pas à offrir aux jeunes des perspectives, les risques de troubles sociaux et d’instabilité politique sont grands, comme cela a été observé dans différents contextes à travers le monde ces dernières années.

1 Les jeunes sont définis par les Nations Unies comme les personnes âgées de 15 à 24 ans. Cette définition peut cependant varier selon les bureaux nationaux des statistiques.

2 Dans les PMA, les enfants de moins de 15 ans représentent 40% de la population et les jeunes 20%. À titre de comparaison, dans les régions plus développées les enfants et les jeunes représentent respectivement 16% et 12% de la population.

3 Un dividende démographique est la fenêtre qui s’ouvre lorsque la baisse des taux de fécondité se traduit, au sein d’un pays, par une forte croissance de la population en âge de travailler par rapport aux personnes de moins de 15 ans et de plus de 59 ans. On considère que cela constitue une opportunité en faveur d’une croissance et d’un développement plus rapides si les bonnes politiques sont mises en place. La fenêtre peut durer plusieurs décennies, jusqu’à ce que la main-d’œuvre vieillisse et qu’un nombre moindre de travailleurs doive soutenir un nombre croissant de retraités.

4 “L’avenir que nous voulons” est le nom du document final de Rio+20, qui sert de cadre au développement durable.

Trop souvent, les jeunes sont absents des débats et de la planification en matière de développement. En conséquence, la plupart du temps ces processus ne tiennent pas compte des obstacles spécifiques qui empêchent ce groupe de participer aux initiatives de développement et d'en tirer profit. Mais un changement est possible car, d'une part, la communauté s'entend de plus en plus à reconnaître la nécessité de mettre en place des modèles de développement durables et inclusifs, qui "ne laissent personne de côté", en particulier dans les discussions concernant le programme de développement pour l'après-2015⁵; et d'autre part, les besoins des jeunes bénéficient d'une attention accrue⁶.

Une part importante des jeunes dans les régions en développement vit et travaille aujourd'hui dans des petites villes et des agglomérations rurales⁷. Ce document soutient que ces jeunes ont un rôle clé à jouer dans un monde en mutation qui s'urbanise, un rôle qui ne se limitera pas à la tâche évidemment essentielle de produire des quantités suffisantes de nourriture de qualité. Il fait également valoir que des mesures explicites sont nécessaires pour stimuler la participation des jeunes ruraux dans les processus de développement, pour garantir que les approches choisies favorisent un développement inclusif axé sur l'équité et parce qu'il est fondamental d'exploiter leur potentiel pour relever les défis émergents auxquels le monde est confronté. Pour ce faire, il convient de définir de nouvelles approches et de faire évoluer les mentalités, car les données disponibles à ce jour laissent à penser que ces jeunes ruraux risquent fort d'être exclus du processus de développement. À titre d'exemple, une analyse des initiatives en faveur de l'emploi des jeunes mises en œuvre par la Banque mondiale (2007b) a révélé que seulement 10% de ces initiatives ciblaient les jeunes ruraux. Dans ce contexte, il est intéressant que l'année 2014 ait été déclarée Année internationale de l'agriculture familiale, car cette manifestation offre une tribune au sein de laquelle le rôle des jeunes ruraux doit être central, en vue de préparer l'avenir.

Le principal objectif de ce document est de sensibiliser à la nécessité d'intégrer les besoins des jeunes ruraux dans les programmes de développement contemporains. En tant que tel, le public visé est vaste, et le contenu est pertinent pour un large éventail de personnes et d'organismes qui œuvrent en faveur d'une réduction durable de la pauvreté. Parmi ceux-ci figurent les décideurs, les praticiens du développement et les responsables de projet/programme.

La section 2 présente une analyse globale de la situation. Elle se penche sur les inégalités structurelles et les perspectives de développement en faveur des jeunes. La section 3 examine la question des jeunes ruraux dans les modèles plus larges de développement, et permet de mieux comprendre pourquoi les jeunes ruraux ont traditionnellement bénéficié de si peu d'attention, et dans quelle mesure il est possible de s'engager à leurs côtés en faveur d'un avenir plus souhaitable. La section 4 s'intéresse aux principaux défis auxquels sont confrontés les jeunes ruraux d'aujourd'hui et suggère des réponses concrètes, tandis que la section 5 expose les conclusions.

5 Pour plus d'informations à ce sujet, voir notamment: *Le Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015* (Nations Unies, 2013b).

6 Par exemple, l'ajout de la cible 1b à l'ODD 1 en 2008, qui mentionne explicitement les jeunes ("Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif"); l'élaboration et l'approbation en 2006 de la Charte africaine de la jeunesse par les chefs d'État de l'Union africaine, afin de guider l'autonomisation et le développement des jeunes aux niveaux continental, régional et national; et plus récemment le développement d'une boîte à outils pour des Consultations Jeunes pour un cadre de développement pour l'après-2015 par Développement Restless, une agence de développement dirigée par des jeunes, en partenariat avec le Ministère britannique du développement international (DFID), War Child et Youth Business International.

7 Les conceptions traditionnelles de la ruralité évoluent dans le monde d'aujourd'hui; cependant, les caractéristiques communément admises et associées au terme "rural" restent utiles pour délimiter les enjeux de ce rapport. Il s'agit notamment: des densités de population relativement faibles, une part importante des résultats de l'activité économique locale provient d'activités liées aux ressources naturelles, et les transports et les communications sont nécessaires pour couvrir des distances relativement grandes. Ces caractéristiques peuvent être observées dans certaines villes moyennes qui entretiennent des liens culturels et économiques avec des zones rurales plus reculées et des zones péri-urbaines.

Contexte: L'environnement du développement et ses conséquences pour les jeunes ruraux

Les perspectives des jeunes ruraux dépendent du contexte du développement en vigueur et du cadre des débats sur le développement. Plus largement, ces facteurs influent sur la façon dont les jeunes bénéficient du développement, sur leur rôle au sein du programme de développement, ainsi que sur le type de sociétés dont ils hériteront. En tant que tel, il est intéressant d'examiner les éléments clés du discours actuel sur le développement et de réfléchir aux possibilités qu'ils offrent pour inclure les jeunes.

Promouvoir une croissance qui tient compte des jeunes

La croissance économique a toujours été au cœur des débats sur le développement. Cela a été particulièrement le cas dans l'élaboration des premiers modèles dans les années 1950, qui étaient influencés par les besoins de reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, la décolonisation et la guerre froide. Ces éléments impliquaient la nécessité de mettre l'accent sur la primauté de la croissance économique.

Nombre d'économistes modernes qui s'intéressent au développement continuent de plaider en faveur de la place centrale de la croissance pour favoriser le développement et la réduction de la pauvreté (voir, par exemple, Collier, 2007 et Easterly, 2002). Cependant, accorder une trop grande importance à la croissance sans attention au type de croissance promu peut présenter des risques graves.

Pour les jeunes qui vivent dans les zones rurales, l'attention portée à la seule croissance ne permet pas de garantir une amélioration de leurs perspectives actuelles et futures, elle pourrait même sérieusement les limiter, pour un certain nombre de raisons. Premièrement, la croissance économique survient lorsque les revenus découlant des facteurs de production (terre, travail et capital) augmentent, mais les jeunes ruraux possèdent très peu d'actifs de production (capital et parcelles les plus productives) de sorte qu'ils font partie des groupes les moins susceptibles de bénéficier directement de la croissance. Deuxièmement, les investissements publics en faveur de la croissance risquent de ne pas être axés sur les jeunes ruraux, compte tenu de leur faible influence politique. Troisièmement, les coûts de transaction et les risques associés aux investissements privés (à leur point le plus haut pendant les périodes de croissance) qui impliquent des jeunes ruraux sont souvent relativement élevés du fait que les jeunes manquent de garanties, d'expérience et de réseaux.

Dans les pays en développement, la croissance s'est trop souvent révélée non inclusive. C'est l'une des principales raisons invoquées, par exemple, pour expliquer la réduction limitée de la pauvreté dans les PMA ces dernières années, malgré une croissance relativement stable et une hausse du revenu par habitant (CNUCED, 2013). En Afrique, l'une des principales raisons pour lesquelles la croissance n'a généralement pas contribué à des transformations structurelles tient au fait qu'elle a trop souvent été axée sur l'exportation de ressources extractives telles que le pétrole, le gaz et le bois (Agence de planification et de coordination du NEPAD, 2013).

Une croissance génératrice d'emplois dans des zones où de nombreuses personnes pauvres vivent est beaucoup plus susceptible d'être inclusive, durable et favorable aux jeunes qu'une croissance fondée sur des investissements à forte intensité de capital dans des zones à revenu relativement élevé. En effet, l'emploi est le chaînon manquant entre la croissance et la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays



©FIDA/Susan Beccio

(OIT, 2007a). Entre 2010 et 2050, sous l'effet de l'entrée des jeunes sur le marché du travail, dans les seuls PMA la population en âge de travailler augmentera chaque année de 15,7 millions de personnes. Dans ce contexte, parvenir à une croissance génératrice d'emplois constituera un objectif essentiel (CNUCED, 2013).

L'importance de lutter contre les inégalités structurelle

Les inégalités criantes qui découlent d'éléments structurels profondément enracinés font obstacle à la réalisation d'une croissance inclusive. Diverses formes d'impuissance (politique, économique et sociale) contribuent à limiter les possibilités auxquelles ont accès les personnes défavorisées pour améliorer leur niveau de vie. C'est particulièrement important lorsque l'on considère les disparités fondées sur la localisation, l'âge et le sexe, qui minent les perspectives des jeunes ruraux d'aujourd'hui. Par exemple, les jeunes sont largement exclus des processus décisionnels aux niveaux local, national et international. D'autres obstacles similaires les empêchent d'accéder à des opportunités de travail décent comme salariés ou entrepreneurs, et de participer aux processus et aux initiatives de développement.

Les effets des inégalités géographiques sont facilement observables, voire évidents lorsque l'on sait que 76% des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent dans les zones rurales (Banque mondiale, 2013). Ces disparités sont présentes sur tous les continents, comme le montrent les taux de pauvreté, qui sont plus faibles dans les mégapoles et relativement plus élevés dans les petites villes, les villages et les agglomérations rurales éloignées (*ibid.*). Cette situation semble étayer l'hypothèse, vieille de plusieurs décennies, relative au déséquilibre en faveur des zones urbaines dans la planification et l'allocation des ressources (Lipton, 1977). Cette hypothèse est par ailleurs renforcée par les données sur les écarts ruraux-urbains en matière de progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment pour ce qui est de l'accès à l'éducation⁸ et aux services de santé, ainsi qu'à l'eau et à l'assainissement (Lofgren, 2013).

⁸ Le risque de ne pas être scolarisé est deux fois plus élevé pour les enfants qui vivent dans les zones rurales que pour ceux qui vivent dans des villes (Nations Unies, 2013a).

Outre ces inégalités géographiques, la dimension de l'âge revêt également une grande importance. Il existe des preuves indéniables que la probabilité est plus grande pour un jeune de gagner un faible revenu, d'être au chômage et de vivre dans la pauvreté. Par exemple, en Afrique, les taux d'emploi informel et précaire sont très élevés parmi les jeunes (OIT, 2013), et l'on estime que 72% des jeunes vivent avec moins de 2 USD par jour (Soucat et al., 2013). L'association des inégalités géographiques et des inégalités liées à l'âge pèse particulièrement sur les jeunes ruraux. L'absence de moyens de subsistance laisse souvent ce groupe avec peu d'alternatives autres que des emplois mal rémunérés et peu productifs ou la migration vers les villes ou les zones urbaines à la recherche de meilleures perspectives. Les jeunes femmes rurales sont en outre pénalisées par des inégalités supplémentaires, qui sont notamment liées à l'accès à la terre et aux autres ressources productives, à la répartition des tâches ménagères et à des pratiques culturelles. Globalement, le tableau dépeint un environnement où les perspectives offertes aux personnes pauvres dans les pays en développement sont en grande partie déterminées par des facteurs liés à la localisation géographique, à l'âge et au sexe. La conséquence prévisible est un paysage du développement dans lequel de nombreux jeunes ruraux, femmes et hommes, risquent de ne pas être en mesure de réaliser leur potentiel. C'est une perte à la fois pour ces jeunes et leurs familles mais aussi pour les communautés à l'échelle locale et mondiale.

Perspectives pour un développement inclusif qui tient compte des jeunes

Dans le cadre des discussions actuelles concernant le programme de développement pour l'après-2015, des enjeux tels que la nécessité de favoriser une mondialisation inclusive, d'offrir des emplois décents pour tous et d'encourager la durabilité environnementale ouvrent des perspectives pour promouvoir des approches plus inclusives et plus durables, qui offrent aux jeunes un rôle de premier plan. Les débats sur le programme pour l'après-2015 ont mis en évidence le fait que seuls des modèles qui mettent l'accent sur l'inclusion et sur l'équité permettront de réduire la pauvreté (Nations Unies, 2013b). L'importance d'adopter des mesures ciblées en faveur des pauvres est désormais largement acceptée (par exemple, OCDE, 2012 et Overseas Development Institute, 2008). Parmi ces mesures, celles qui répondent aux besoins des jeunes sont primordiales.

Cependant, bien que le rôle des jeunes fasse l'objet d'une attention accrue dans le cadre du programme international actuel du développement – dans de nombreux cas, également au niveau régional et national –, les caractéristiques spécifiques aux jeunes qui vivent dans les zones rurales ne sont souvent pas pleinement intégrées dans les analyses et les débats politiques. C'est regrettable du point de vue de l'équité, et cela représente également un coût d'opportunité important, car la capacité d'innovation des jeunes sera essentielle pour relever toute une série de défis émergents et interdépendants. Par exemple, pour moderniser les systèmes de production alimentaire, produire des énergies vertes, s'adapter aux changements climatiques et environnementaux, et stimuler la croissance dans le secteur rural non agricole, le dynamisme et l'énergie de la jeunesse seront des atouts indispensables. Il est ainsi crucial de veiller à ce que les besoins et les aspirations des jeunes, des zones rurales et urbaines, soient intégrés dans les processus de planification du développement à tous les niveaux.

Jeunes ruraux et transformation structurelle

Dynamique des populations

La transformation rurale (entendue comme l'amélioration de la résilience, de la productivité, de la rentabilité et de la durabilité des activités rurales) et les jeunes ruraux affectent et sont affectés par la dynamique des populations. L'évolution de la population mondiale, qui pourrait atteindre 9 milliards de personnes vers le milieu du siècle puis se stabiliser à environ 10 milliards d'ici à la fin du siècle, ou atteindre 10 milliards au milieu du siècle, puis environ 16 milliards de personnes d'ici à la fin du siècle, dépendra des tendances futures des niveaux de fécondité (FNUAP, DAES, ONU-HABITAT, OIM, 2013). Cela aura des répercussions importantes sur la pression exercée sur les systèmes agricoles, sur l'environnement naturel et sur les efforts nécessaires pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter. Il est par conséquent nécessaire de comprendre les variables qui peuvent avoir une influence sur l'évolution démographique. En particulier, dans le cadre des discussions sur les futurs modèles de développement, il est primordial d'identifier les corrélations entre les évolutions démographiques et ces modèles.

La dynamique future des populations dépendra largement de la capacité des politiques à offrir aux jeunes d'aujourd'hui, en particulier aux jeunes femmes, la possibilité d'accéder à des opportunités, ce qui n'était pas le cas de leurs parents. De nombreuses données statistiques, recueillies dans divers pays, attestent du lien entre baisse de la fertilité et hausse des possibilités d'éducation et d'emploi rémunéré pour les jeunes femmes⁹. Les données disponibles révèlent également que les droits de propriété et la situation générale des femmes dans la société sont particulièrement importants (Sen, 1999). Pour traiter les questions démographiques, il est également important de promouvoir l'éducation sexuelle des jeunes femmes et des jeunes hommes, et d'encourager une paternité responsable. Il apparaît clairement, au regard des données disponibles, qu'un développement inclusif et qui tient particulièrement compte des jeunes femmes est un moyen efficace d'atteindre des taux de croissance démographique favorables à un développement durable.

Transformation structurelle

Le processus de transformation rurale, qui influence et est influencé par l'autonomisation des jeunes ruraux, est étroitement lié à des processus plus amples de transformation structurelle. Bien qu'il soit courant de parler des pays en développement comme d'un groupe relativement homogène, en réalité, leurs économies diffèrent souvent largement de par leur structure. À titre d'exemple, dans le Rapport sur le développement dans le monde 2008, *L'Agriculture au service du développement*, la Banque mondiale (2007a) classe les pays en développement en trois groupes distincts: i) les économies fondées sur l'agriculture; ii) les économies en mutation; et iii) les économies urbanisées. Bien que cette catégorisation ne rende pas pleinement compte des dynamiques auxquelles sont confrontées les populations dans différentes économies, ou les nouvelles tendances et les enjeux émergents qui déterminent ces dynamiques, elle offre un cadre utile

9 Par exemple: Dreze et Murthi (1999) et Cassen et al. (1994), cités par Sen (1999), et plus récemment Lutz et Samir (2011) et Chaudhuri (2010).

pour comprendre les différents facteurs structurels qui contribueront à déterminer les perspectives des jeunes ruraux d'aujourd'hui et de demain.

Dans les économies fondées sur l'agriculture (comme la plupart des économies d'Afrique subsaharienne), la stagnation de la demande effective découle de la faiblesse des revenus et de l'absence d'infrastructures reliant les zones rurales aux petites et grandes villes. Cela signifie que l'agriculture doit être le principal moteur de la création d'emplois et de la croissance à court et à moyen terme. Toutefois, le nombre croissant de jeunes ruraux qui devraient entrer sur le marché du travail (même en tenant compte de l'urbanisation) dans les économies essentiellement fondées sur l'agriculture dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne au cours des décennies à venir¹⁰ (Proctor et Lucchesi, 2012) risque d'exercer une forte pression sur la capacité d'absorption du secteur agricole. Des transformations structurelles et rurales relativement rapides sont par conséquent nécessaires, notamment pour favoriser la croissance du secteur rural non agricole et resserrer les liens entre les villages ruraux et les zones péri-urbaines et les petites et grandes villes.

Dans les économies en mutation (comme la plupart des économies asiatiques qui ont tiré profit des technologies de la révolution verte), l'amélioration des revenus dans le secteur agricole a eu de larges retombées économiques en amont et en aval et a entraîné une croissance de l'économie rurale non agricole. Les zones rurales de ces pays doivent désormais relever de nouveaux défis, notamment satisfaire aux normes élevées requises par les consommateurs urbains en termes de sécurité et de qualité des aliments, et exploiter la croissance de l'économie rurale non agricole pour générer des emplois.

Les économies urbanisées (y compris, par exemple, une grande partie de l'Amérique latine) ont l'avantage de bénéficier de grands marchés urbains relativement prospères, ainsi que d'une bonne connectivité entre les zones rurales et urbaines, ce qui permet aux exploitations agricoles et aux entreprises rurales non agricoles d'accéder à ces marchés. Dans ces économies, la part de la population rurale est moins importante et généralement en baisse, ce qui rend le défi de fournir des emplois aux jeunes ruraux sans doute moins ardu. Toutefois, les disparités en termes de propriété des terres et des actifs dans ces pays posent des défis particuliers pour les populations rurales relativement moins bien loties, notamment les jeunes. Il est par conséquent nécessaire de favoriser l'emploi dans le secteur agroalimentaire ou dans les entreprises non agricoles, et d'encourager des possibilités d'entrepreneuriat pour les populations rurales avec peu ou pas d'accès à la terre.

Rôle du secteur agricole

Le rôle de l'agriculture dans la transformation rurale varie clairement en fonction des facteurs économiques et structurels nationaux. De même, le type d'entreprises agricoles qui a le plus de probabilité d'émerger dans des contextes spécifiques dépend largement de facteurs propres à chaque pays. Par exemple, la viabilité des exploitations de diverses tailles, l'étendue des débouchés commerciaux, les intensités de main-d'œuvre et de capital, et le degré de spécialisation des entreprises agricoles varient à différents stades de transformation et de développement des économies. Ces facteurs auront une influence sur l'étendue et la nature des possibilités qui s'offriront aux jeunes dans le secteur agricole.

Malgré ces variations, il est tout de même possible de dresser les grandes lignes du rôle que l'agriculture peut jouer pour offrir des perspectives aux jeunes du monde entier. Ces dernières années, l'agriculture a bénéficié de davantage d'attention, en raison de la crise internationale des prix alimentaires et de l'augmentation prévue de la pression sur

10 L'Afrique subsaharienne est la seule région du monde où le nombre de jeunes ruraux devrait continuer de croître jusqu'en 2030 ou 2040 (Van der Geest, 2010, cité par Proctor et Lucchesi, 2012).



©FIDA/Susan Beccio

les systèmes de production alimentaire sous l'effet de la croissance démographique et de l'augmentation des revenus dans les économies émergentes¹¹, qui devraient se poursuivre à moyen et à long terme (Mensbrugge et al., 2009). Ces questions et ces évolutions doivent être considérées à l'aune de l'émergence démographique des jeunes dans les pays en développement et de l'intérêt accru, à l'échelle nationale et internationale, à l'égard du défi que constitue l'emploi des jeunes. On peut ainsi raisonnablement envisager des solutions synergiques qui offrent aux jeunes des possibilités de gagner leur vie en contribuant au développement de modes de production agricole en mesure de répondre à l'évolution de l'environnement national et international. En effet, la capacité du secteur agricole à absorber de nouveaux travailleurs laisse à penser qu'il existe un potentiel significatif pour des solutions dans ce secteur.

Cependant, avant d'en arriver là, il est important de lutter contre la mauvaise opinion qu'ont les jeunes du travail agricole¹². Un projet de recherche portant sur les connaissances et les compétences pour l'agriculture et les moyens de subsistance en milieu rural a révélé que les jeunes dans trois pays (Cambodge, Égypte et Éthiopie) ne considéraient généralement pas l'agriculture comme un moyen attrayant ou intéressant de gagner sa vie (FIDA et UNESCO, à paraître). Une étude axée sur les aspirations des jeunes ruraux en Éthiopie a révélé que "leurs aspirations n'étaient pas seulement liées aux possibilités économiques – le statut est important: l'agriculture est peu attrayante pour les jeunes, car elle n'est pas considérée comme une activité prestigieuse, indépendamment des résultats économiques" (Gella et Tadele, 2012). Pour les jeunes ruraux en Thaïlande, le travail agricole "... est chaud et épuisant", nombre d'entre eux sont ainsi attirés par les grandes villes à la recherche de modes de vie plus sophistiqués (Fuller, 2012).

Sur la base de ces éléments, envisager l'adoption d'approches qui mettent l'accent sur la nécessité de faire rester les jeunes dans les exploitations agricoles peut sembler en contradiction avec la réalité. Poussées à l'extrême, ces approches risquent de négliger les

¹¹ Ces facteurs devraient aboutir à une augmentation de 60% de la demande de produits agricoles à l'horizon 2050 (FAO, 2012a).

¹² Certains éléments donnent à penser que les jeunes ruraux ont une opinion négative du travail agricole, émanant du système éducatif et souvent de leurs parents, même si ces derniers sont eux-mêmes agriculteurs; les rendements économiques du travail dans le secteur ne suffisent pas à justifier ces points de vue (IDS, 2012 et FIDA, 2011b).

possibilités d'emploi non agricoles et en milieu urbain qui pourraient survenir à mesure que la transformation rurale et structurelle prend forme. Parallèlement, il convient d'évaluer les types d'agriculture qui pourraient attirer les jeunes, en particulier ceux pour qui la migration n'est pas une option souhaitable. Cette solution est étayée par des données historiques qui mettent en évidence le rôle de la croissance de la productivité et des revenus agricoles dans le développement économique¹³, ainsi que le caractère généralement favorable aux pauvres de la croissance générée par le secteur agricole (Ellis, 2013 et Banque mondiale, 2007a).

En outre, les dynamiques et les perspectives récentes indiquent l'émergence d'un secteur agricole sensiblement différent des systèmes de production principalement axés sur la subsistance, qui étaient ceux des parents et des grands-parents des jeunes d'aujourd'hui. La hausse des prix alimentaires, tout comme la meilleure intégration des marchés et des zones rurales et urbaines en général, offre de nouvelles perspectives dans le secteur agricole, dans la mesure où elle améliore le potentiel commercial des petits exploitants familiaux. Ces éléments donnent à penser que, dans certaines conditions du moins, le secteur agricole pourrait offrir aux jeunes de nouvelles opportunités commerciales plus rentables, nécessitant plus de connaissances et d'innovation que traditionnellement. Par exemple, la Banque mondiale (2014b) affirme que "l'agriculture peut et doit être un secteur d'opportunités pour les jeunes d'Afrique subsaharienne" sur la base d'une hausse de la rentabilité. Parallèlement, certaines études mettent en garde contre une surestimation du nombre possible de ruraux qui seront en mesure de tirer profit de ces dynamiques (Losch, Fréguin-Gresh et White, 2011). Il sera par conséquent important de veiller à offrir également des perspectives dans les secteurs non agricoles, en milieu rural et urbain.

La petite agriculture familiale sera certainement au cœur de la croissance et des emplois générés par l'agriculture dans la plupart des pays en développement. Les petites exploitations font une utilisation relativement intensive de main-d'œuvre, ce qui laisse à penser qu'elles auront un rôle à jouer dans l'absorption des cohortes de jeunes qui entreront sur le marché du travail. Le rôle de l'agriculture familiale, en termes d'inclusion et de croissance en faveur des pauvres, a par ailleurs été abondamment mis en évidence dans la littérature¹⁴. La contribution possible de l'agriculture familiale à la croissance de la productivité agricole est également corroborée par des données historiques. Celles-ci démontrent que dans de nombreux pays, en particulier en Afrique subsaharienne (notamment au Burkina Faso, au Ghana et au Niger), des hausses de la productivité des petits exploitants ont entraîné des augmentations substantielles de la production commercialisée des cultures vivrières et de rente, et ont ainsi eu des répercussions plus favorables que dans les pays où les grandes exploitations étaient prédominantes (comme l'Afrique du Sud, la Namibie et le Zimbabwe) (Wiggins, 2009)¹⁵.

Les grandes entreprises agricoles peuvent également offrir des possibilités d'emploi aux jeunes ruraux. Grâce à l'adoption d'innovations et de technologies à grande échelle, ces exploitations permettent, dans certaines conditions, de réaliser des économies d'échelle

13 Voir Timmer (1988) et HILPE (2013) qui présentent des données historiques qui viennent étayer ce lien.

14 La dimension favorable aux pauvres de la croissance générée par l'agriculture a été documentée par, entre autres: F. Ellis, *Topic Guide: Agriculture and growth* (Londres, 2013); Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), FIDA et al. (2012); D. Byerlee, A. de Janvry et E. Sadoulet, "Agriculture for Development: Toward a new paradigm", *Annual Review of Resource Economics, Annual Reviews*, vol. 1(1), p. 15-31 (Berkeley, 2009); Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2008: *L'Agriculture au service du développement* (Washington, D.C., 2008); P. Hazell et al., "The Future of Small Farms for Poverty Reduction and Growth", IFPRI (Washington, D.C., 2007); New Economics Foundation, "A Long Row to Hoe: Family farming and rural poverty in developing countries" (Londres, 2006); et M. Lipton, "The Family Farm in a Globalizing World: The role of crop science in alleviating poverty", IFPRI (Washington, D.C., 2005).

15 L'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 est une reconnaissance du rôle potentiel que peut jouer l'agriculture paysanne en faveur des systèmes alimentaires en vue de répondre aux défis émergents.

et de fournir des emplois stables. À cet égard, elles peuvent contribuer à favoriser une concurrence avec les petites exploitations pour la main-d'œuvre, ce qui pourrait exercer une pression à la hausse sur les salaires. Collier et Dercon (2009) envisagent par exemple un avenir où les grandes exploitations et les petits exploitants sont en concurrence sur les marchés des facteurs et coopèrent sur les marchés des produits.

Rôle de l'économie rurale non agricole

Certains éléments démontrent l'importance croissante de l'économie rurale non agricole, et la part accrue des revenus ruraux non agricoles par rapport à ceux tirés de l'agriculture (Carletto et al., 2007 et FIDA, 2010a). Cette tendance devrait se poursuivre, car la demande de biens et de services en provenance des zones rurales ne se limitera pas à la nourriture dans les décennies à venir. Tout indique que l'économie rurale non agricole, outre sa contribution majeure à la diversification des revenus et donc à la gestion des risques, sera particulièrement importante en vue d'offrir des perspectives économiques aux jeunes ruraux (FIDA, 2010a).

Dans de nombreux pays en développement, la croissance des opportunités économiques dans le secteur rural non agricole découle de diverses évolutions. Premièrement, ce secteur est confronté à une demande croissante de biens publics et privés, notamment la fourniture d'énergie verte et d'eau, et de services écosystémiques dont dépendront des populations de plus en plus urbanisées¹⁶. Deuxièmement, l'évolution des modes de vie ruraux, favorisée par le développement de villes de taille moyenne, de centres ruraux et de zones péri-urbaines, contribue à l'intégration croissante des économies rurales et urbaines et accroît les perspectives commerciales des entreprises rurales. Troisièmement, l'amélioration des systèmes de communication et d'information élargit la diffusion de l'information vers et depuis les zones rurales, et contribue à avertir les entrepreneurs ruraux des opportunités commerciales et à réduire les coûts de transaction et les risques associés aux relations commerciales avec les populations rurales.

L'idée que les perspectives dans les zones rurales sont principalement bornées au secteur agricole est de moins en moins pertinente dans de nombreux pays du monde. Les nouvelles réalités qui se dessinent offrent davantage de champ au développement de possibilités d'emploi durables dans le secteur rural non agricole. Néanmoins, nombre de ces emplois sont encore de nature informelle, et il est urgent de développer des possibilités sécurisées d'emploi salarié. Dans de nombreux pays en retard de développement, les opportunités rurales non agricoles sont encore rares et se limitent dans la plupart des cas à la fourniture de petits services informels (Losch, Fréguin-Gresh et White, 2011).

Migration

L'exode rural fait partie du processus de transformation structurelle nécessaire pour parvenir au développement économique. À mesure que la productivité agricole progresse, cette migration vers les villes contribue à la transformation rurale, en permettant un transfert de l'excédent de main-d'œuvre du secteur agricole en faveur des secteurs non agricole et urbain à forte productivité (Collier et Dercon, 2009). Cette évolution s'est avérée être particulièrement efficace pour accroître les revenus des ménages ruraux, réduire l'incidence de la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire.

La littérature spécialisée met en évidence les avantages des migrations en termes de réduction de la pauvreté. Sur la base d'une analyse comparative de sept pays¹⁷, Lacroix

¹⁶ Par exemple, la gestion des sols et des forêts est essentielle pour la capacité de la terre à absorber l'eau et à prévenir les inondations, tandis que la gestion des ressources naturelles, telles que les bassins versants, les forêts, les pâturages, les plaines inondables, etc., a des répercussions importantes sur le climat.

¹⁷ Les pays suivants ont été examinés: l'Inde, la Jamaïque, le Kenya, Sri Lanka, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Tonga et la Zambie.

(2011) constate que les migrations et les envois de fonds¹⁸ permettent de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres. Au Brésil, Ferré (2011) constate que la hausse des taux de migration interne s'accompagne d'une réduction de la pauvreté (des populations locales et des migrants) et d'un meilleur accès aux infrastructures. On suppose communément que les migrants exercent une pression supplémentaire sur les marchés du travail urbains, mais l'auteur estime que les ménages locaux tirent profit de la contribution complémentaire des populations locales et des migrants aux tâches productives. De même, Paris et al. (2009) démontrent qu'aux Philippines, en Thaïlande et au Viet Nam les ménages qui comptent un ou plusieurs migrants ont généralement des revenus nettement plus élevés que les autres.

En général, la migration offre aux femmes des possibilités d'émancipation, notamment grâce à l'accès à des emplois rémunérés en dehors du cadre familial, l'accès aux services et l'assouplissement des normes sexospécifiques rigides qui prévalent dans de nombreuses sociétés rurales. Cependant, diverses dimensions sexospécifiques importantes doivent être prises en compte dans l'analyse du rôle des migrations dans le développement. Il a été constaté que les jeunes femmes migrantes, en particulier (mais certainement pas exclusivement), étaient défavorisées en termes d'emploi décent, d'accès à la formation et aux actifs financiers et physiques, de mobilité, et de représentation au sein des structures de gouvernance (Chant, 2013). En outre, l'insuffisance des installations d'eau et d'assainissement dans les bidonvilles urbains¹⁹ provoque des maladies fréquentes chez les enfants, ce qui augmente la charge des soins qui incombe aux femmes. D'un point de vue politique, il sera important de lutter contre ces disparités liées au sexe, afin de tirer le meilleur parti possible des avantages découlant des migrations, en termes d'amélioration des moyens de subsistance.

La majorité des migrations surviennent au sein des pays: selon des estimations prudentes, au niveau mondial, le nombre de migrants internes s'élèverait à 763 millions, contre 214 millions de migrants internationaux (DAES, 2013). Les débats et les initiatives à cet égard se concentrent généralement sur les migrations et le développement à l'échelle internationale, et tendent ainsi à négliger cet état de fait. Compte tenu de l'importance de la migration des jeunes ruraux, corriger cette omission sera essentiel en vue de favoriser un programme de développement en faveur des jeunes et axé sur l'avenir.

Sous l'effet de l'accroissement des flux d'information et de la baisse du coût des transports, la migration est devenue une option de plus en plus viable pour les jeunes ruraux d'aujourd'hui. En effet, les jeunes sont plus susceptibles de prendre la décision de migrer que les adultes plus âgés, toutes choses étant égales par ailleurs (ONU-Habitat, 2010a). Tout en reconnaissant les avantages possibles de la migration, les jeunes doivent également bénéficier de possibilités viables de rester dans leurs communautés d'origine; un exode de masse des jeunes ruraux, résultant de l'absence d'alternatives, n'est certainement pas une situation souhaitable. Le vieillissement des travailleurs ruraux, dans les secteurs agricole et non agricole, observé dans plusieurs pays à travers le monde²⁰, soulève des préoccupations quant à l'avenir des communautés rurales,

18 Selon les estimations, les envois de fonds à destination des pays en développement se sont élevés à 404 milliards d'USD en 2013. Ce chiffre devrait passer à 516 milliards d'USD en 2016 (Banque mondiale, 2014a).

19 Selon ONU-Habitat, 45,3% de la population urbaine des pays en développement vivait dans des bidonvilles en 2010, soit 40,1% de plus que dix ans auparavant (ONU-Habitat, 2009). Bien qu'aucune donnée n'existe à ce sujet, il est raisonnable de supposer que ce chiffre est beaucoup plus élevé chez les populations de migrants.

20 Par exemple, des recherches quantitatives et ethnographiques réalisées dans un village, en Chine centrale, révèlent que la migration de la main-d'œuvre rurale vers les zones urbaines a entraîné un "vieillissement des populations agricoles" à partir de la fin des années 1990 (Huang, 2012). Toujours en Chine, une étude menée auprès de 27 villages a révélé qu'en raison du doublement de la migration, principalement des jeunes hommes, ces 15 dernières années, l'âge moyen de la population agricole est désormais compris entre 45 et 50 ans dans les villages (Song et al., 2009). En Thaïlande, les statistiques officielles révèlent que l'âge moyen des agriculteurs est passé de 31 ans en 1985 à 42 ans en 2010, tandis que seulement 12% des agriculteurs sont âgés de moins de 25 ans.

si celles-ci perdent leurs membres les plus dynamiques et les plus actifs. Il faudrait cependant approfondir les recherches à cet égard en vue de corroborer cette tendance. Les préoccupations soulevées par certaines évolutions dans les zones urbaines – notamment l’augmentation du chômage urbain, en particulier des jeunes, la croissance des emplois informels peu rémunérés dans le secteur des services, et la surpopulation dans les bidonvilles²¹ – ont permis de souligner la nécessité de créer des opportunités dans les secteurs agricole et rural. Du point de vue des jeunes ruraux, il est par conséquent nécessaire, à la fois, de créer des opportunités dans les secteurs agricole et non agricole en milieu rural et de favoriser la création d’emplois décents dans les grandes villes.

Contrastes entre les zones rurales

Les opportunités, les besoins et les aspirations des jeunes ruraux, et l’influence des facteurs structurels au niveau national, varient aussi sensiblement selon les localités. Il est important de reconnaître la diversité des régions, qui ne se limite pas aux seules caractéristiques nationales, et d’éviter les distinctions larges et simplistes entre zones urbaines et zones rurales. Dans les régions rurales, un large éventail de facteurs peut avoir une influence sur l’avenir des jeunes ruraux et sur la pertinence des interventions.

Pour souligner la diversité des régions rurales entre les pays et régions, Oxfam (2012) établit une distinction entre trois “mondes ruraux”. Le “monde rural 1” se réfère aux producteurs ruraux qui ont accès au capital, à la terre, aux actifs et aux moyens de s’organiser, essentiels pour leur permettre d’accéder à des débouchés dans les chaînes de valeur modernes. Seule une faible part de la population rurale (estimée entre 2% et 10% des petits exploitants) bénéficie de ces caractéristiques. Les petits exploitants du “monde rural 2” sont les plus nombreux. Ils bénéficient d’un accès à la terre, mais ils sont moins susceptibles d’être formellement organisés ou de participer aux échanges sur les marchés formels. Ceux qui appartiennent au “monde rural 3” ont accès à de très petites parcelles de terre, ou sont sans terre. Dans les deux derniers cas, il peut être préférable de mettre l’accent sur le développement d’activités génératrices de revenus non agricoles, y compris l’entrepreneuriat, ou sur la migration.

De précédents travaux de Wiggins & Proctor (2001) mettent également en évidence la nécessité de prendre en compte la diversité des zones rurales. Ils soulignent l’importance de considérer le degré d’éloignement et la qualité des ressources naturelles disponibles localement, comme des facteurs clés qui déterminent les moyens de subsistance des populations rurales. Cette analyse est également pertinente pour le développement en faveur des jeunes ruraux. Par exemple, les jeunes qui vivent dans des zones rurales relativement proches de grandes villes peuvent être en mesure de commercialiser leurs produits dans les villes, d’accéder à des financements et des capitaux, ou de trouver du travail dans les industries manufacturières qui ont quitté les villes pour s’installer dans les périphéries urbaines. En revanche, les zones rurales très éloignées sont moins susceptibles d’offrir des emplois décents aux jeunes, bien que des possibilités limitées puissent exister dans l’agriculture à petite échelle, l’artisanat produit localement et le tourisme, dans les régions riches en ressources naturelles. Dans ces contextes, la migration peut ainsi être une option plus réaliste.

21 ONU-Habitat (2010b) estime que plus de 800 millions de personnes dans les pays en développement vivent dans des bidonvilles, un nombre qui devrait augmenter et atteindre plus de 1 milliard d’ici à 2020 (Nations Unies, 2012).

Défis et solutions pour l'autonomisation des jeunes ruraux

Compte tenu de l'environnement macroéconomique global et des questions identifiées dans les trois premières sections de ce document, il apparaît important d'élaborer des cadres systématiques pour veiller à ce que la planification du développement et les processus connexes prennent en considération les besoins et les aspirations des jeunes. Pour faciliter une transformation et un développement inclusifs et favorables aux jeunes, il est essentiel que les décideurs prêtent attention aux opinions des jeunes²². Il apparaît également important de mener des activités de recherche en vue de mieux appréhender l'emploi des jeunes en milieu rural²³ et de documenter et diffuser les enseignements tirés. Ces approches alimentent actuellement les débats sur les politiques en faveur de l'autonomisation des jeunes et sont à la base des réponses fournies dans cette section.

Les inégalités sont à l'origine de nombreux défis, interconnectés et dynamiques, et concernent notamment:

- les préjugés fondés sur l'âge, le sexe, l'origine ethnique ou la caste qui limitent l'accès à l'emploi et aux autres possibilités génératrices de revenus;
- une mauvaise compréhension des marchés du travail et l'absence de politiques de l'emploi qui tiennent compte de la situation géographique mais aussi de l'âge et du sexe;
- des disparités liées à la situation géographique et au sexe dans l'accès aux possibilités d'éducation et de renforcement des compétences;
- des structures de représentation discriminantes à l'égard de l'âge et du sexe à tous les niveaux: communautaire, national et international.

Sur la base des principaux enjeux examinés jusqu'à présent, cette section décrit les principaux défis auxquels sont confrontés les jeunes hommes et les jeunes femmes d'aujourd'hui en milieu rural et suggère des réponses pour y faire face, à l'intention des décideurs, des praticiens du développement et des chercheurs. Les recommandations proposées poursuivent et approfondissent les réflexions exposées dans deux récents documents du FIDA²⁴.

22 Les jeunes ont eu diverses occasions d'exprimer leurs opinions sur la façon dont les programmes de développement qui tiennent compte de leurs problèmes devaient se dérouler, dans le cadre d'événements mondiaux où ils étaient conviés, comme le Conseil des gouverneurs 2011 (FIDA, 2011) et le Forum paysan 2012 sur les jeunes dans l'agriculture, organisés par le FIDA, le Briefing de Bruxelles sur les principaux facteurs de transformation rurale en Afrique du CTA et de la FAO, ainsi que divers ateliers avec de jeunes aspirants entrepreneurs qui ont eu lieu à Cartagena, en Colombie (2010) et à Cotonou, au Bénin (2011).

23 Comme le projet FIDA-UNESCO "Acquérir des connaissances et des compétences pour l'agriculture et l'amélioration des moyens d'existence ruraux" (FIDA et UNESCO, à paraître), et l'étude FIDA-OIT "Promouvoir l'emploi décent et productif des jeunes en milieu rural: une revue des stratégies et programmes" (le rapport de l'atelier est disponible à l'adresse suivante: www.ifad.org/events/employment/report.pdf). L'"Évaluation des programmes d'emploi des jeunes" réalisée par la Banque mondiale et l'IFC est également une étude de référence à ce sujet (disponible à: http://ieg.worldbank.org/Data/ye_eval_0.pdf).

24 La Note d'orientation sur les jeunes (FIDA, 2013b) vise à aider les praticiens du développement/personnels des projets à intégrer les jeunes dans les programmes de développement rural. La Note de politique sur les jeunes (FIDA, 2013a) vise quant à elle à fournir aux décideurs des conseils pratiques pour aborder les problématiques qui touchent les jeunes ruraux.



©FIDA/Carla Francescutti

DÉFI 1

Créer des emplois décents pour les jeunes ruraux, femmes et hommes

Pour tirer profit du possible dividende démographique, les pays devront employer pleinement leurs ressources humaines et augmenter le rendement du travail. La réalité est souvent très éloignée de cet idéal. La faible productivité du travail dans le secteur informel, où la majorité des jeunes sont employés, renforce les inégalités de revenus et mine la croissance et la stabilité (Soucat et al., 2013).

L'argument le plus convaincant, renforcé par les réalités démographiques actuelles et émergentes, est que la croissance économique ne peut être à la fois durable et inclusive que si elle génère des emplois décents pour les jeunes d'aujourd'hui et de demain (voir encadré 1). En fin de compte, la relation entre la croissance et l'emploi des jeunes fonctionne dans les deux sens: exploiter le potentiel productif des jeunes est l'un des moyens les plus efficaces d'atteindre la croissance²⁵, et la croissance est d'autant plus durable qu'elle est efficace pour générer des emplois décents.

Améliorer la capacité des activités rurales à créer des emplois décents pour les jeunes en milieu rural

Créer des emplois pour la cohorte de jeunes qui entreront sur le marché du travail au cours des prochaines décennies est l'un des principaux défis du développement au cours de la première moitié du XXI^e siècle. Comme mentionné dans la section 1, il s'agira d'inverser la tendance des précédents modèles de croissance, qui, la plupart du temps, n'ont pas généré d'augmentation massive de l'emploi. La croissance du PIB dans de nombreux pays en développement ne s'est pas traduite par une hausse significative des emplois (CNUCED, 2013; Nations Unies, 2014).

Créer des emplois salariés, durables et décents, est d'une importance capitale pour les jeunes, en particulier compte tenu des possibilités restreintes à leur disposition pour exercer une activité indépendante (voir défi 2 et tableau 1). Générer des emplois salariés

²⁵ Dans son rapport de 2013 sur les pays les moins avancés, la CNUCED (2013) abonde dans le même sens: une croissance économique qui ne crée pas des emplois décents n'est pas durable; de même, créer des emplois sans améliorer la productivité est peu susceptible de favoriser une situation d'emploi durable.

Encadré 1. Le programme pour un travail décent

Le travail décent est un concept qui a d'abord été présenté par le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans un rapport à la Conférence internationale du Travail (OIT, 1999). Il fait désormais partie intégrante des priorités du système des Nations Unies (ainsi que d'autres agences de développement). Il a par ailleurs été intégré en 2008 dans les Objectifs du Millénaire pour le développement, dans le cadre de la cible 1B.

Le concept de travail décent repose sur quatre piliers:

- i) créer des emplois;
- ii) garantir les droits au travail;
- iii) étendre la protection sociale; et
- iv) promouvoir le dialogue social.

Améliorer les conditions de vie et de travail en milieu rural en promouvant un travail décent signifie encourager des interventions qui mettent l'accent sur l'augmentation de la productivité dans l'agriculture grâce à des investissements économiques et sociaux (tels que le renforcement des compétences et la formation), et créer des possibilités d'emplois non agricoles. Les approches axées sur le travail décent visent à améliorer la sécurité et les normes de santé au travail, les conditions de travail et l'accès à la sécurité sociale. Le concept de travail décent met également l'accent sur l'amélioration du dialogue social, grâce à la participation active des autorités locales et des organisations de travailleurs et d'employeurs (FIDA et OIT, 2012).

stables dans les secteurs agricole et rural non agricole est essentiel pour faire face à cette réalité non seulement au vu du nombre de jeunes qui vivent dans les zones rurales, mais également en vertu de la capacité des secteurs ruraux à absorber les jeunes travailleurs (BAfD, OCDE, PNUD et CEA, 2012).

Environ 80% des jeunes travailleurs dans les pays en développement exercent une activité dans l'économie informelle (OIT, 2013), dont nombre d'entre eux dans des exploitations familiales et dans les zones rurales. En Afrique subsaharienne par exemple, 62% des jeunes travaillent dans des exploitations familiales, 22% travaillent dans des entreprises familiales non agricoles, et seulement 16% occupent un emploi salarié formel (Banque mondiale, 2014b). Dans les zones où l'économie rurale n'a pas subi de transformation significative, l'agriculture devrait rester un employeur important dans les années à venir, en raison de la croissance de la population active couplée à la base relativement faible d'emplois salariés non agricoles dans le secteur privé. Ce scénario concerne notamment une grande partie de l'Afrique subsaharienne (FMI, 2013).

Il est en outre important de noter que les secteurs privé et informel pourraient devenir les principaux fournisseurs d'emplois pour les jeunes dans les pays en développement, car relativement peu de jeunes tendent à travailler dans le secteur public. Cette tendance devrait s'accroître à mesure que davantage de jeunes intégreront le marché du travail (BAfD, OCDE, PNUD et CEA, 2012). En conséquence, l'amélioration de la productivité dans les secteurs privé et informel, y compris dans les exploitations familiales, sera déterminante pour créer des emplois pour les jeunes femmes et les jeunes hommes dans les décennies à venir.

Promouvoir le programme pour un travail décent dans les régions rurales

Le nombre insuffisant d'emplois décents, auquel sont généralement confrontés les jeunes ruraux, est un problème rarement pris en considération dans les initiatives axées sur l'emploi des jeunes. Celles-ci ont tendance à se concentrer sur les jeunes urbains plus visibles et sur les enjeux facilement quantifiables liés aux taux de chômage. En réalité, les taux de chômage des jeunes sont généralement plus élevés dans les zones urbaines des pays en développement que dans les zones rurales et parmi les jeunes les plus formés,

“Ce que je gagne actuellement suffit à peine à répondre à mes besoins personnels essentiels. Je ne peux même pas commencer à envisager de me marier ou de prendre mon propre appartement.”

– Tariq Nabil, jeune travailleur égyptien

issus de familles aisées (Van der Geest, 2010). C’est l’une des raisons pour lesquelles les jeunes ruraux ont été quelque peu négligés par rapport à leurs homologues urbains dans les initiatives axées sur les jeunes. En effet, les politiques concernant les jeunes dans les pays en développement ont fait face à de vives critiques, en raison de leur parti pris en faveur des jeunes hommes non pauvres des zones urbaines (FIDA, 2011b). Cela soulève un problème plus large: de nombreux jeunes ruraux sont contraints d’exercer des emplois de mauvaise qualité afin de contribuer à la subsistance de leurs familles. Prendre le temps de chercher un emploi de meilleure qualité est un luxe qu’ils ne peuvent pas se permettre.

Malgré le potentiel des jeunes ruraux, dans la triste réalité, la plupart d’entre eux occupent des emplois peu productifs caractérisés par de faibles niveaux de revenus, de mauvaises conditions de travail, l’absence de protection sociale, des possibilités de carrière limitées et le manque de dialogue social (OIT, 2011a). Les jeunes ruraux ont beaucoup moins de chance d’occuper un emploi stable que leurs homologues urbains (OIT, 2013). Beaucoup passent la plupart de leur temps comme travailleurs familiaux dans les exploitations familiales, où ils sont invisibles aux yeux des statistiques de l’emploi et des politiques. La situation est encore pire pour les jeunes femmes, qui sont souvent cantonnées aux emplois les plus pénibles et qui, même si elles possèdent les compétences requises, sont discriminées sur la base de coutumes et de croyances traditionnelles sexistes (UNESCO, 2012). Ces mauvaises conditions de travail constituent souvent, à leur tour, des facteurs déterminants de l’exode rural²⁶ (voir défi 4).

Promouvoir le programme pour un travail décent dans l’agriculture et le secteur rural non agricole pose des problèmes particuliers, notamment en raison du caractère informel de l’essentiel des emplois dans ces secteurs. Les mesures élaborées doivent éviter de trop restreindre la flexibilité du marché du travail et de freiner la demande de main-d’œuvre. Parallèlement, il semble y avoir suffisamment de marge pour améliorer les conditions de travail dans les zones rurales de façon à accroître la productivité, avec des avantages à la fois pour les travailleurs et les entreprises. Par exemple, former les employeurs et les travailleurs à des pratiques responsables sur le lieu de travail peut aboutir à une hausse de la productivité, grâce à une amélioration de la santé et du bien-être des travailleurs. La protection sociale peut jouer un rôle important pour renforcer la sécurité et le bien-être des travailleurs. Cependant, il peut être prudent de dissocier la protection sociale de la situation d’emploi le cas échéant, afin d’atténuer le risque que la hausse des coûts de recrutement et de licenciement ne vienne freiner la demande de main-d’œuvre (BAfD, OCDE, PNUD et CEA, 2012).

Collecter des données sur l’emploi des jeunes dans une perspective géographique

Il existe dans l’ensemble peu de données significatives sur l’emploi rural, et celles-ci sont pratiquement inexistantes concernant l’emploi des jeunes ruraux. Les données sont rarement ventilées par localité, groupe d’âge ou sexe, et presque jamais selon tous ces critères; les rares données disponibles sur les jeunes au niveau des projets/programmes concernent le plus souvent les intrants et les produits, plutôt que les effets et l’impact (Groupe d’évaluation indépendante de la Banque mondiale, 2012)²⁷. En outre, les rares données sur l’emploi des jeunes en milieu rural ne reflètent pas

²⁶ Par exemple, au Brésil, Ferré (2011) constate que “la volatilité de l’emploi est un facteur d’émigration élevé pour les personnes d’origine rurale”.

²⁷ On peut considérer cette situation comme symptomatique d’un manque général d’attention concernant les effets des politiques et des programmes sur les jeunes ruraux, ce qui est en contradiction avec leur nombre et leur rôle potentiel dans la transformation et le développement rural.



©FIDA/G.M.B.Akash

suffisamment la situation du marché du travail, dans lequel les emplois décents font défaut, et où prévalent le sous-emploi, des revenus peu élevés, de mauvaises conditions de travail, l'absence de protection sociale et le manque de dialogue social (entre autres). Cette situation est encore plus préoccupante que les taux de chômage, pour ce qui concerne la planification de l'emploi des jeunes en milieu rural. Outre l'absence de données sur l'emploi des jeunes, il y a une méconnaissance générale de ce qui fonctionne bien et de ce qui ne fonctionne pas bien en matière d'interventions en faveur de l'emploi des jeunes, c'est d'ailleurs l'un des principaux facteurs qui expliquent le caractère dysfonctionnel de la plupart des programmes à ce jour (BAfD, OCDE, PNUD et CEA, 2012).

Collecter des données pertinentes sur l'emploi des jeunes en milieu rural constitue une opération d'envergure, que de nombreux systèmes statistiques nationaux ne sont pas en mesure d'entreprendre. Renforcer les systèmes statistiques pour leur permettre de collecter ces données est une étape essentielle en vue de favoriser le développement de politiques et d'initiatives efficaces pour l'emploi des jeunes.

DÉFI 2

Exploiter le potentiel des jeunes ruraux sur les plans de la productivité et de la création de revenus

Outre le fait que le secteur rural, agricole et non agricole, est caractérisé par de faibles taux de productivité, le potentiel productif des jeunes ruraux est également limité par divers problèmes d'accès. Il s'agit principalement d'obstacles auxquels sont en général confrontés les entrepreneurs et les employés qui travaillent dans le secteur informel, mais ces contraintes sont encore plus marquées pour les jeunes²⁸. En particulier, les jeunes femmes rurales sont souvent obligées d'occuper des emplois non productifs, elles

28 Elles ont été détaillées par les jeunes ruraux, qui se sont exprimés lors du Conseil des gouverneurs du FIDA de 2011, qui était axé sur les problèmes des jeunes ruraux, en particulier les difficultés auxquelles ils font face pour accéder à la terre, à la finance et aux marchés. Pour plus de détails, voir les délibérations de l'événement à l'adresse suivante: www.ifad.org/events/gc/34/panels/proceedings.pdf.

Tableau 1. Approches et mécanismes visant à créer des emplois décentes pour les jeunes ruraux, femmes et hommes

Approche	Mécanismes
Créer des emplois pour les jeunes en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une croissance économique inclusive <ul style="list-style-type: none"> - Cibler les investissements publics dans le développement du capital physique (infrastructures) et le capital humain (éducation, formation, santé) dans des zones où vivent un grand nombre de personnes pauvres - Financer des investissements en faveur des pauvres en augmentant la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits de luxe, l'alcool, le tabac et les voitures et en réduisant les allègements fiscaux accordés aux expatriés bénéficiant de revenus élevés - Utiliser les banques publiques de développement pour fournir des crédits lorsque les institutions financières commerciales ne le peuvent pas • Promouvoir des investissements publics et privés dans le développement agricole et rural, soucieux de l'emploi et socialement responsables • Investir dans l'amélioration de la productivité dans le secteur agricole et l'économie informelle, en particulier dans les pays où la transformation rurale n'est pas à un stade très avancé • Investir et tester des programmes soucieux de l'emploi et axés sur les énergies vertes dans les zones rurales • Soutenir les entreprises privées rurales qui fournissent des emplois salariés • Tirer parti de l'expansion des villes rurales et des zones péri-urbaines pour favoriser la création de pôles de compétitivité • Dissocier la protection sociale de la situation d'emploi afin de promouvoir la flexibilité du marché du travail tout en fournissant des filets de sécurité aux jeunes défavorisés • Soutenir les entreprises du secteur informel et éliminer les obstacles auxquels elles se heurtent • Promouvoir l'emploi dans les entreprises du secteur informel, par le biais du renforcement des compétences, des réformes institutionnelles et de la simplification des permis et des procédures • Encourager les investissements qui augmentent la productivité des exploitations familiales • Harmoniser les politiques relatives à l'emploi des jeunes à tous les niveaux clés du gouvernement, notamment les ministères du travail, des finances, de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et de l'environnement • Favoriser un environnement stable pour les investissements du secteur privé, y compris en réduisant la bureaucratie, en luttant contre la corruption et en garantissant des politiques macroéconomiques stables qui soutiennent les entreprises du secteur privé • Intégrer l'agriculture dans les politiques relatives à l'emploi et au marché du travail • Recourir aux contrats communautaires, dans le cadre desquels un groupe communautaire signe un contrat avec le gouvernement local pour effectuer des travaux publics

effectuent la plupart du temps de lourdes charges de travail non rémunéré au sein de leur ménage et sont victimes de croyances traditionnelles concernant le type de travail qu'elles doivent faire et de restrictions liées à leur mobilité dans certaines sociétés²⁹. Globalement, on peut considérer que ces contraintes reflètent les inégalités qui entravent la réduction de la pauvreté dans le monde (voir tableau 2).

Fournir aux jeunes un accès à la terre

Les difficultés d'accès à la terre sont l'un des principaux facteurs qui freinent la participation des jeunes aux activités agricoles. Le projet "Faciliter l'accès des jeunes

²⁹ L'absence flagrante d'opportunités productives pour les jeunes femmes rurales est considérée comme l'une des principales raisons expliquant les niveaux élevés de mariage et de maternité chez les adolescentes rurales (UNESCO, 2012).

Approche	Mécanismes
Promouvoir le programme pour un travail décent sur les marchés du travail en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser et prendre en compte les quatre piliers du travail décent dans la planification et le développement en milieu rural <ul style="list-style-type: none"> - Étendre les réglementations sur les droits, la représentation et les conditions de travail des travailleurs dans les zones rurales, tant sur le plan législatif que dans la pratique - Mettre en œuvre des initiatives visant à étendre la protection sociale aux travailleurs ruraux³⁰ - Diffuser et assurer la formation des travailleurs ruraux et agricoles, y compris des travailleurs domestiques, à des technologies et des innovations permettant d'économiser la main-d'œuvre - Promouvoir les bonnes pratiques en matière de santé et de sécurité au travail dans les activités agricoles et rurales - Analyser les accords professionnels en milieu rural (y compris les contrats formels et informels), en veillant à identifier les situations d'exploitation, de discrimination et de travail des enfants - Soutenir et renforcer les groupes de producteurs et de travailleurs ruraux • Assurer des programmes de formation sur la santé et la sécurité au travail à destination des employeurs et des travailleurs • Favoriser l'utilisation de technologies sûres et permettant d'améliorer la productivité dans l'agriculture et les secteurs liés par le biais de subventions, de programmes de formation et d'incitations à l'investissement • Adopter une législation du travail conforme aux normes internationales pour la protection juridique des travailleurs³¹ et des cadres d'inspection transparents qui incluent les travailleurs ruraux, y compris les travailleurs du secteur informel • Œuvrer aux côtés des entreprises privées pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, notamment grâce à l'amélioration des conditions de travail, à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour les employés et au respect des réglementations régissant le travail des enfants
Améliorer la base de connaissances et de données sur l'emploi des jeunes ruraux	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des systèmes statistiques nationaux pour faciliter la collecte de données ventilées par âge et par sexe sur les marchés du travail des zones rurales, y compris les secteurs agricole et non agricole informels • Prioriser la recherche et la collecte systématique de données, ventilées par sexe et âge, sur l'emploi des jeunes en milieu rural • Analyser l'impact des activités agricoles des petits exploitants sur les marchés du travail, en tenant compte des évolutions démographiques prévues

ruraux aux activités agricoles³², mis en œuvre par le Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique (MIJARC) et appuyé par le FIDA et la FAO, a révélé que 52% des jeunes agriculteurs considéraient l'accès à la terre comme l'une de leurs principales difficultés. Plus de la moitié des jeunes interrogés qui n'étaient pas agriculteurs ont cité la difficulté d'accéder à la terre comme l'un des principaux

30 Par exemple en Thaïlande, le Ministère de l'agriculture et des coopératives a reçu l'accord du Cabinet national pour la création d'un Fonds de prévoyance pour les agriculteurs, qui permettra aux agriculteurs de percevoir une retraite et aux travailleurs confrontés à un handicap d'être indemnisés. En Argentine, le Registre national des travailleurs et des employeurs ruraux (RENATRE) couvre tous les travailleurs agricoles (indépendamment de leur statut migratoire) en leur fournissant une carte de travailleur, grâce à laquelle ils ont accès aux prestations de sécurité sociale, y compris à l'assurance maladie.

31 Pour plus d'informations, voir OIT, 2006.

32 Dans le cadre de ce projet, une enquête a été réalisée auprès des jeunes ruraux, avec le soutien de diverses organisations de jeunes agriculteurs à travers le monde, en vue de mieux comprendre les défis que doivent relever les jeunes ruraux (FIDA, 2012).

“Ce que je gagne grâce à l’agriculture ne suffit pas, mais je ne sais pas quoi faire d’autre. Quand mes parents cultivaient, la terre était fertile. Ils n’avaient pas besoin d’ajouter de produits chimiques pour produire assez de nourriture. Aujourd’hui, nous devons ajouter des engrais, et si vous n’avez pas d’argent pour vous les procurer, vous cultivez, mais vous ne produisez pas grand-chose.”

– Abigail Abagure, jeune agricultrice du Ghana, s’exprimant dans le cadre de la série de vidéos du FIDA intitulée Rural Poverty: In their own words (“Pauvreté rurale: Avec leur propres mots”) (vidéo disponible à l’adresse suivante: www.youtube.com/watch?v=k-6N-mCE684&list=PLD4A5496530799980&index=11)

“Obtenir un prêt n’est pas chose facile. Les conditions sont extrêmement strictes, et il est nécessaire de fournir des garanties. Qui va me fournir une garantie?”

– Nabiha Faraj Abu Zeid, jeune entrepreneuse rurale égyptienne, s’exprimant devant le Conseil des gouverneurs du FIDA de 2011

facteurs les empêchant de démarrer des activités agricoles. En Éthiopie, des discussions de groupes organisées entre des jeunes agriculteurs, des jeunes exerçant une activité non agricole, des jeunes étudiants et des agriculteurs plus âgés a également mis en évidence le fait que les jeunes ne possédaient généralement pas leurs propres terres et disposaient de peu de moyens d’en acquérir. Cette situation tend à les décourager de considérer l’agriculture comme une source possible de subsistance (IDS, 2012)³³.

L’héritage reste le moyen le plus courant d’obtenir des terres dans la plupart des pays en développement, les terres se transmettant généralement de père en fils. Avec l’allongement de l’espérance de vie, les jeunes doivent attendre jusqu’à un âge avancé avant d’hériter des terres de leurs parents (FIDA, 2012). La rareté des terres fertiles est en outre aggravée par la pression démographique, par la volonté de certains gouvernements de vendre ou de louer des terres à de grands investisseurs issus de pays importateurs de produits alimentaires et par les effets de la dégradation de l’environnement. Ces problèmes entraînent également une fragmentation des terres, ce qui réduit encore la quantité de terres disponibles pour d’éventuels jeunes agriculteurs (FIDA, 2012).

Les possibilités d’accès à la terre sont encore plus rares pour les jeunes femmes. Bien que dans de nombreux pays en développement les gouvernements aient adopté des lois statutaires qui accordent aux femmes les mêmes droits à la terre que les hommes, les lois coutumières continuent de les priver de ces droits dans la pratique. Les lois coutumières relatives à l’héritage décrètent généralement que la terre se transmet de père en fils, de sorte que la seule possibilité pour les femmes d’accéder à la terre passe souvent par leurs relations avec les membres masculins de leur famille. En conséquence, les femmes possèdent moins de 5% des exploitations agricoles en Afrique du Nord et en Asie occidentale et en moyenne 15% en Afrique subsaharienne (FIDA, 2011c).

Fournir aux jeunes un accès au financement

L’accès au financement fait également partie des principaux défis que doivent relever les jeunes ruraux. Plus de 70% des jeunes agriculteurs qui ont répondu à l’enquête réalisée dans le cadre du projet MIJARC mentionné ci-dessus ont déclaré que l’accès au financement était le principal défi à surmonter (FIDA, 2012). Cela signifie que même quand ils accèdent à la terre, les jeunes éprouvent des difficultés à investir. Les contraintes liées à l’accès au financement empêchent également les jeunes, femmes et hommes, de créer leurs entreprises dans le secteur rural non agricole.

La fourniture de services financiers dans les zones rurales³⁴ n’est pas aisée, en raison d’une combinaison de facteurs. Parmi ces facteurs figurent: le caractère incertain et

33 À titre d’exemple, l’une des jeunes étudiantes qui participaient aux discussions a déclaré à propos de ses sœurs aînées qui travaillaient dans l’agriculture: “Elles ne possèdent pas leurs propres terres – elles doivent littéralement «faire la chasse» aux terres sur lesquelles exercer leurs activités – des terres appartenant à d’autres personnes. Elles cultivent leurs produits et doivent les partager avec les propriétaires. Mais même ces terres ne sont pas faciles à trouver. Comment pourrais-je vouloir me lancer dans l’agriculture quand je vois les difficultés que rencontrent mes propres sœurs pour obtenir une parcelle de terre à cultiver?”

34 Diverses institutions fournissent des services financiers ruraux, notamment: les prestataires du secteur privé informel (par exemple, les commerçants, les transformateurs, les prêteurs sur gage); les mécanismes informels de solidarité financière (par exemple, les associations d’épargne et de crédit, des arrangements avec des proches); les prestataires du secteur formel (par exemple, les banques commerciales privées); les institutions spécialisées de microfinance; les organisations financières de type coopératif (par exemple, les coopératives financières rurales, les coopératives de crédit); et les ONG offrant des produits financiers dans le cadre de stratégies de développement intégrées (FAO, 2009a).



©FIDA/Susan Beccio

saisonnier des revenus générés par des activités liées à l'exploitation des ressources naturelles; les risques posés par des éléments difficiles à contrôler, comme la variabilité du climat, les parasites et les maladies; le caractère informel et complexe des régimes de propriété; le statut informel de la plupart des entreprises rurales; les coûts de transaction liés aux difficultés d'accéder à l'information et de faire respecter les contrats; et des niveaux généralement moins élevés d'alphabétisation et d'éducation parmi les populations rurales.

Les institutions financières considèrent souvent que les jeunes sont des clients qui présentent plus de risques que des adultes plus âgés. Cette situation peut être renforcée et aggravée par l'absence de garanties fournies par les jeunes (par exemple, la terre); le manque d'expérience en matière d'élaboration de plans commerciaux, qui pourraient leur permettre de convaincre les fournisseurs de services financiers; et le manque général d'expérience en tant que clients des institutions financières. Les contraintes à l'accès au financement sont particulièrement difficiles pour les jeunes femmes, même si elles sont souvent considérées comme des clients plus fiables que les hommes (FAO, 2009a). Les niveaux d'alphabétisation généralement moins élevés des femmes compliquent encore davantage leur accès aux services financiers. Parmi les autres facteurs figurent: la possibilité encore plus limitée que celle des hommes de fournir des garanties (voir défi 2), les croyances coutumières concernant le rôle des femmes au sein des ménages, et les restrictions relatives à leurs déplacements.

Il est essentiel que les jeunes ruraux aient accès à un éventail de produits et de services financiers, y compris des cours d'éducation financière, des produits d'épargne et des assurances, en particulier pour ceux qui exercent des activités qui reposent sur l'exploitation des ressources naturelles. La création de produits financiers qui tiennent compte des besoins des jeunes ruraux peut offrir aux jeunes des solutions de subsistance et permettre aux institutions financières de faire des profits, tout en contribuant à une croissance inclusive. Pourtant, ces dernières années, seuls quelques rares produits financiers destinés aux zones rurales ont été conçus pour les jeunes.

“Organiser des cours sur les techniques agricoles et promouvoir des mesures visant à améliorer la commercialisation de nos produits – si nous pouvions faire cela, alors les jeunes ne quitteraient pas les communautés.”

– Daniel Ivaldo, jeune entrepreneur rural brésilien, s'exprimant dans le cadre de l'atelier consacré aux jeunes entrepreneurs ruraux, organisé par le FIDA à Cartagena, en Colombie, en novembre 2010

Tableau 2. Approches et mécanismes visant à accroître la productivité des jeunes et à améliorer leur accès aux activités génératrices de revenus

Approche	Mécanismes
Faciliter l'accès des jeunes à la terre	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter des mesures intégrées, visant spécifiquement à faciliter le transfert intergénérationnel des terres, notamment: <ul style="list-style-type: none"> - En garantissant la sécurité sociale aux générations plus âgées (par exemple, la mise en place de régimes qui améliorent l'accès des propriétaires terriens âgés aux pensions de retraite lorsqu'ils transfèrent leurs terres a rencontré un certain succès³⁵) - En fournissant une assistance technique aux propriétaires fonciers et aux jeunes en matière de fonctionnement des marchés fonciers et de préparation de contrats formels - En instaurant des fonds fonciers pour les jeunes - En modifiant les cadres juridiques relatifs à la propriété foncière et aux terres agricoles • Garantir le respect des droits des jeunes femmes à accéder ou à posséder des terres (voir encadré 2) <ul style="list-style-type: none"> - Adopter des lois statutaires qui reconnaissent l'égalité des droits des femmes à l'égard de la propriété foncière et de l'accès à la terre - Former les dirigeants communautaires à l'application de ces lois - Intégrer cette question dans les formations rurales afin de sensibiliser les femmes et les hommes à son importance - Intégrer les questions d'égalité des sexes et d'accès à la terre dans les campagnes de sensibilisation et les événements axés sur l'agriculture et le développement rural • Favoriser la participation des jeunes femmes et des jeunes hommes dans l'élaboration, l'exécution et le suivi des lois relatives à la terre • Élaborer des stratégies pour atténuer le phénomène d'accaparement des terres et encourager les investissements socialement responsables qui privilégient le bien-être des populations locales • Œuvrer aux côtés des groupes de jeunes pour faciliter l'acquisition communautaire de terres • Instaurer des programmes de renforcement des capacités pour développer les connaissances pratiques et les compétences en matière de gestion financière des jeunes propriétaires • Promouvoir la formation, l'appui technique et des approches novatrices en faveur du développement d'activités génératrices de revenus qui nécessitent peu ou pas de terres agricoles
Étendre l'accès aux services financiers pour les jeunes, femmes et hommes	<ul style="list-style-type: none"> • Instaurer des partenariats avec des institutions financières pour promouvoir l'inclusion financière et développer des produits financiers adaptés aux jeunes, y compris des services de microfinance et de microassurance, spécifiquement adaptés aux besoins des jeunes femmes et des jeunes hommes • Soutenir la création d'institutions financières détenues et gérées localement, en veillant à ce que des jeunes occupent des postes de direction (voir encadré 3) • Offrir aux jeunes ruraux des cours d'éducation financière et intégrer ce thème dans les programmes d'éducation rurale³⁶ • Travailler en collaboration avec les canaux informels de financement dans les communautés rurales et œuvrer à leur renforcement • Envisager différentes approches novatrices pour réduire les risques associés aux prêts accordés aux jeunes

35 Cette mesure faisait partie du Programme jeunes entrepreneurs ruraux et fonds fonciers, mis en œuvre par la Banque mondiale en partenariat avec le Gouvernement mexicain. Pour plus d'informations: <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/Note23.pdf>.

36 À titre d'exemple, Freedom from Hunger, une ONG basée aux États-Unis, a lancé l'Initiative de Microfinance intégrée pour les jeunes (AIM Youth), en partenariat avec la Fondation Mastercard. Elle propose des programmes d'éducation financière adaptés aux réalités locales et des produits de microfinance personnalisés, en commençant par les produits d'épargne. Pour plus d'informations, veuillez consulter: https://www.freedomfromhunger.org/sites/default/files/documents/AIMyouthBrief_Fre.pdf.

Approche	Mécanismes
	<ul style="list-style-type: none"> - Des concours pour l'obtention de financements, intégrés dans la mesure du possible à des programmes de formation, dans le cadre desquels les jeunes doivent développer un projet entrepreneurial (y compris un plan d'activités). Les gagnants reçoivent des fonds pour mettre en œuvre leur proposition - Le regroupement des jeunes entrepreneurs qui proposent des initiatives dans des secteurs similaires. Les prestataires de services financiers peuvent ensuite réaliser des consultations avec les différents groupes, leur permettant ainsi de réduire les coûts de transaction, en ayant notamment recours à des mécanismes de prêt de groupe, qui permettent de réduire les risques - Des systèmes de récépissés d'entrepôt, qui peuvent être particulièrement utiles pour permettre aux groupes de jeunes agriculteurs d'accéder à des financements - Des initiatives axées sur les jeunes agriculteurs organisées par les ministères de l'agriculture, en partenariat avec les ministères de la jeunesse pour financer des prêts subventionnés en faveur des jeunes agriculteurs, sur la base de la présentation de plans d'activités détaillés et de la participation à des programmes de formation. Ces initiatives peuvent également favoriser le transfert intergénérationnel des terres
<p>Améliorer l'accès aux marchés des jeunes ruraux, femmes et hommes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développer les infrastructures matérielles, en particulier les routes, pour connecter les zones rurales éloignées aux marchés • Élargir la portée des technologies modernes de l'information et des communications (TIC) et la couverture Internet dans les zones rurales • Offrir aux jeunes des possibilités de mettre à profit leur capacité d'adaptation et leurs compétences techniques pour développer des solutions axées sur les TIC pour combler les lacunes en matière d'informations de marché • Encourager les organisations de jeunes à faire un usage proactif des avantages découlant de leur taille, afin de: <ul style="list-style-type: none"> - Négocier des coûts unitaires plus faibles grâce à l'achat d'intrants en gros - Réaliser des économies d'échelle dans la vente des produits - Négocier des prix de vente plus élevés grâce à la vente en gros - Identifier d'éventuels débouchés internationaux pour leurs produits • Simplifier les procédures de régularisation des entreprises informelles et introduire des mesures ciblées pour réduire les obstacles auxquels elles sont confrontées • Organiser des foires commerciales à l'intention des jeunes agriculteurs ou veiller à ce que dans les foires agricoles une section leur soit consacrée • Réserver des étals de marché pour les jeunes agriculteurs • Promouvoir des liens en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement en faveur des entreprises rurales gérées par des jeunes, qui font généralement une utilisation moins intensive des terres et ne requièrent pas de gros investissements initiaux • Aider les jeunes à utiliser leur créativité pour développer des marchés de niche • Développer des centres agroalimentaires, offrant des infrastructures de stockage et de transformation, afin de renforcer la capacité des agriculteurs à vendre lorsque les prix sont plus élevés, à participer aux activités en amont et en aval des filières, et à vendre des denrées périssables

Approche	Mécanismes
Permettre aux jeunes d'accéder aux ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> • Élever la réduction globale de la pauvreté rurale au rang de priorité afin de permettre aux populations rurales d'adopter des stratégies de subsistance durables à plus long terme. Sensibiliser les groupes locaux à l'importance de faire un usage durable des ressources naturelles et des écosystèmes <ul style="list-style-type: none"> - Intégrer la notion de durabilité dans les programmes de formation et d'éducation en milieu rural - Travailler en collaboration avec les réseaux de jeunes pour désigner des "champions de la jeunesse" en matière de gestion durable des ressources naturelles et leur fournir des tribunes aux niveaux local et national - Œuvrer aux côtés des dirigeants communautaires et faciliter les interactions entre ces dirigeants et les groupes de jeunes, afin d'établir un consensus sur la nécessité impérieuse de préserver les ressources naturelles • Consulter les groupes ruraux (y compris les organisations de jeunes et les organisations mixtes au sein desquelles les jeunes sont significativement représentés) en vue de rédiger et de mettre en œuvre des politiques, des mesures et des accords, formels et informels, visant à inciter et à obliger les utilisateurs des ressources naturelles à faire un usage durable de ces ressources, et veiller à ce que les groupes de jeunes participent à leur mise en œuvre et leur suivi • Investir dans la conservation de l'eau, la récupération de l'eau et l'irrigation dans les zones arables

"Nous aurons grandement besoin de la vitalité d'esprit des jeunes, à mesure que le monde s'emploiera à instaurer des formes plus propres et écologiquement plus rationnelles d'utilisation de l'énergie, notamment les sources d'énergie renouvelables. Le passage à une économie à faible émission de carbone, que les jeunes – nous l'espérons – verront un jour, ouvrira des perspectives considérables. J'exhorte les jeunes du monde entier à consacrer leur énergie et leur esprit d'initiative à l'édification d'un monde plus sûr et plus durable."

– Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, lors de la Journée mondiale de la jeunesse 2008

Fournir aux jeunes un accès aux marchés

Les jeunes ont indiqué que leur âge limitait leur accès aux marchés (FIDA, 2012), et que c'était l'une des principales difficultés associées à la vie dans les zones rurales reculées. Cette situation tend à les dissuader de participer aux filières agricoles ou de créer leurs propres entreprises non agricoles.

Ce problème limite aussi le potentiel de croissance des entreprises rurales dirigées par des jeunes. Ce sont des opportunités perdues, en particulier si l'on considère que les jeunes possèdent un véritable potentiel entrepreneurial et qu'ils sont plus enclins à adopter des innovations qui permettraient d'améliorer les possibilités de commercialisation (Enete & Igbokwe, 2009).

Les marchés ruraux (en particulier les marchés agricoles) souffrent souvent de lacunes en termes d'information, ce qui permet aux opérateurs intermédiaires d'exercer un pouvoir disproportionné sur les entrepreneurs ruraux. Beaucoup de jeunes agriculteurs qui souhaitent s'engager dans des activités au sein des filières agricoles manquent d'expérience concernant le fonctionnement des marchés. Ces lacunes, associées à leur manque d'organisation et de représentation, limitent leur pouvoir de négociation. Les jeunes femmes rurales font face à des difficultés supplémentaires pour accéder aux marchés, en raison de leur charge de travail au sein du ménage et des préjugés habituels concernant les activités et la mobilité des femmes.

En vue d'offrir aux jeunes ruraux des possibilités de participer aux marchés et de négocier sur un pied d'égalité, il importe de mettre en place un ensemble global de mesures visant à améliorer leur accès aux informations et aux infrastructures de marché, à établir des liens avec les activités en amont et en aval des chaînes de valeur, et à leur offrir des forums pour faire connaître leurs produits et leurs entreprises.

Encadré 2. Faciliter l'accès à la terre des jeunes femmes au Bengale-Occidental

Les jeunes filles rurales pauvres qui vivent au Bengale-Occidental sont souvent perçues par leurs familles comme un fardeau, parce qu'elles ne contribuent pas financièrement aux revenus du ménage et parce que leurs familles doivent payer une dot pour les marier. Le coût de la dot peut ruiner financièrement une famille. Aussi, de nombreuses familles font-elles ce qu'elles peuvent pour éviter de payer une dot élevée. Dans de nombreux cas, cela signifie marier une fille très jeune, parfois même à 12 ou 14 ans, car il arrive que l'obligation de dot soit réduite, voire levée pour les très jeunes mariées. Une fois mariées, les filles sont généralement contraintes d'abandonner l'école.

En vue d'offrir aux jeunes femmes des possibilités de gagner leur vie et de devenir des adultes indépendantes et confiantes, le Girls Project les aide à exercer leurs droits à la terre. Cela améliore leurs perspectives économiques et sociales à long terme et réduit leur vulnérabilité à des risques tels que le mariage des enfants, le manque d'éducation et la malnutrition. Contribuer à faire connaître, auprès des jeunes filles et de leurs communautés, les droits des jeunes filles, et aider les jeunes filles à utiliser les terres pour créer des actifs et démontrer leur valeur, est une façon pour elles d'assumer une certaine maîtrise de leur avenir. Cela augmente en outre leurs chances de jouir de droits fonciers sûrs à l'âge adulte.

La principale composante du projet vise à créer des groupes de filles, qui se réunissent régulièrement, animés par des pairs chefs de file avec l'appui d'agents de santé communautaires. Les jeunes filles participent à des discussions et acquièrent des connaissances sur les droits fonciers, les actifs, les moyens de subsistance fondés sur la terre, les avantages d'avoir le contrôle des terres et l'importance de l'égalité des droits de succession pour les garçons et les filles. Ces groupes fournissent également aux filles des compétences en matière d'exploitation des terres et des connaissances pratiques sur la façon de contacter les institutions publiques qui peuvent les aider à revendiquer leur héritage et à sécuriser leurs droits fonciers à l'avenir.

Les activités pratiques visent principalement à apprendre aux jeunes filles à cultiver de petits jardins potagers, dans lesquels les denrées alimentaires qu'elles produisent sont destinées à améliorer l'alimentation de leur famille ou à être vendues pour générer des revenus. Les jardins permettent à nombre de jeunes filles de gagner de l'argent pour la première fois et à leurs familles de les considérer comme un atout plutôt que comme un fardeau.

Le projet comporte également un volet axé sur l'éducation des jeunes garçons et l'engagement communautaire. Ce volet vise à sensibiliser les jeunes garçons et les communautés à la vulnérabilité des filles et à leurs droits, ainsi qu'aux avantages pour la communauté de leur donner accès à la terre.

Quarante mille filles dans plus de 1 000 villages dans le district de Cooch Behar dans l'État du Bengale-Occidental ont déjà bénéficié du Girls Project. Il a été constaté que les filles qui avaient participé au programme pendant un an avaient plus de chances de poursuivre leurs études et d'être considérées comme un atout, et moins de probabilités de devenir une épouse enfant.

Pour plus d'informations, consultez le site suivant: www.landesa.org/women-and-land/programs-and-projects/security-for-girls-through-land-project-girls-project/.

Fournir aux jeunes un accès aux ressources naturelles

L'accès aux ressources naturelles, sur lesquelles repose une part importante des moyens de subsistance ruraux, constitue également un défi pour les jeunes ruraux. Cette contrainte est principalement associée à l'agriculture mais elle concerne également d'autres secteurs, comme le tourisme rural, la fourniture d'énergie verte (qui devrait se développer dans les années à venir) et la vente de produits fabriqués à partir de ressources naturelles. La pression démographique et les répercussions du changement climatique et de la dégradation de l'environnement contribuent à la raréfaction des ressources naturelles. Cette situation compromet les perspectives économiques de nombreux jeunes qui vivent actuellement dans les zones rurales.

La FAO (2011) constate que la production alimentaire s'est notablement accrue au cours des 50 dernières années, mais que l'essentiel de cette croissance a été associé à des "pratiques de gestion qui ont dégradé les systèmes terrestres et hydriques dont dépend la production alimentaire". Aujourd'hui, certains de ces systèmes "sont confrontés au risque d'un effritement progressif de leur capacité productive face à une pression démographique excessive associée à des pratiques agricoles non durables". Des régimes de consommation inéquitables, à la fois entre et au sein des pays, se révèlent également dommageables pour le capital naturel dont dépendront les futures générations³⁷. Les effets de cette situation sur le climat et l'environnement sont déjà évidents³⁸.

Outre leur contribution aux activités économiques rurales, les ressources naturelles offrent d'importants services culturels et de loisirs dans les zones rurales. La raréfaction des ressources naturelles a ainsi des répercussions sur la qualité de vie dans les zones rurales. La vie sociale constitue une part importante de la vie des jeunes, et dans de nombreux cas l'absence de lieux de sociabilité peut contribuer à un sentiment général de désillusion à l'égard de la vie rurale.

Plusieurs facteurs influent sur l'utilisation des ressources naturelles dans les communautés rurales des pays en développement, notamment les lois et les réglementations (à la fois formelles et informelles), la sensibilité des acteurs locaux à l'égard de la durabilité environnementale, et la façon dont les risques qui pèsent sur les moyens de subsistance incitent (ou obligent) les communautés à prioriser des stratégies de survie à court terme plutôt que des stratégies durables sur le long terme. Pour faire face à cet enjeu, il est nécessaire de mettre en place des solutions participatives pilotées par les communautés et qui impliquent les jeunes au sein des groupes locaux, soutenues par un environnement politique et réglementaire qui donne la priorité à une utilisation durable des ressources naturelles et des écosystèmes.

Les jeunes tendent à être particulièrement sensibles à la nécessité de préserver les ressources naturelles et d'atténuer les effets du changement climatique (FAO, 1996). Aussi est-il possible d'adopter des mesures visant à traiter de cette question, axées tout particulièrement sur les jeunes. L'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que la gestion des ressources naturelles, sont des domaines qui offrent des perspectives pour associer les jeunes à la recherche de solutions.

37 "La surconsommation par les pays du Nord et les minorités riches de la population mondiale (à titre d'exemple, les émissions de carbone des États-Unis par personne sont actuellement 20 fois plus élevées que celles de l'Inde) a des répercussions plus importantes sur les communautés les plus pauvres de la planète et constitue une menace considérable pour l'humanité." (Note d'orientation de l'UCL, 2011).

38 Par exemple, les trois quarts de la diversité génétique des plantes ont été perdus depuis 1900 (FAO, 2010a); environ 5,2 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année (FAO, 2010b); et 2001-2010 a été la décennie la plus chaude jamais enregistrée, à la fois au niveau mondial et au niveau de chaque continent, suite à une augmentation moyenne des températures mondiales d'environ 0,6° C au cours du XX^e siècle (Organisation météorologique mondiale, 2013).

Encadré 3. Promouvoir la participation des jeunes dans les services financiers locaux en Sierra Leone

Le Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire, appuyé par le FIDA en Sierra Leone, vise notamment à créer des associations de services financiers (ASF) pour soutenir l'élaboration de solutions financières détenues et gérées par les communautés. Une ASF est une institution financière participative, détenue localement, qui offre une gamme complète de services financiers adaptés aux populations locales. Les ASF sont des institutions formelles, qui s'appuient sur les règles, les coutumes et le capital social informels à l'échelle locale, tout en introduisant des méthodes bancaires formelles.

Le projet a investi dans les jeunes, afin qu'ils assurent la gestion des ASF. Chaque association dispose d'un gérant et d'un caissier, qui doivent avoir entre 21 et 29 ans. Embaucher des jeunes est considéré comme un investissement dans la durabilité des ASF. Cela favorise également leur intégration dans leurs communautés. À ce jour, le projet a établi 46 ASF, qui sont toutes gérées et exploitées par des jeunes.

Pour plus d'informations: <http://operations.ifad.org/web/ifad/operations/country/project/tags/sierra%20leone/1310/project%20overview>.

DÉFI 3

Offrir aux jeunes ruraux des possibilités d'éducation et de formation pertinentes

Le développement des compétences et des capacités est reconnu comme un critère clé du développement depuis 1776, comme le mentionne Adam Smith dans son célèbre traité *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Le concept a été approfondi et intégré dans les discours sur le développement, entre autres par: Schultz (1961), Haq (1996) et le PNUD, dans la série des rapports sur le développement humain (1990-2013). Comme Timmer (2007) le fait remarquer, dans les pays qui ont connu des transformations, d'importants investissements ont été réalisés en faveur des jeunes³⁹.

Répondre aux besoins d'éducation et de formation des jeunes ruraux sera de plus en plus pressant à mesure que la population augmentera et que les terres se feront plus rares. Cela signifie que les jeunes auront besoin de compétences pour adopter des méthodes de production agricole durables, accéder à des emplois ruraux non agricoles ou migrer en vue d'améliorer leur subsistance. Cependant, à ce jour, les besoins des jeunes ruraux ont rarement été pris en considération de manière systématique dans les programmes d'éducation et de formation. Cette lacune a rendu la transition des jeunes vers l'emploi productif plus difficile. Aujourd'hui encore, de nombreux plans de formation nationaux ne reconnaissent pas les besoins spécifiques des jeunes ruraux (UNESCO, 2012). Investir dans les capacités productives des jeunes ruraux d'aujourd'hui contribuera sûrement à créer des sociétés dynamiques, plus équitables et inclusives (voir tableau 3).

³⁹ Les économies d'Asie de l'Est, comme le Japon et la République de Corée, sont des exemples qui illustrent parfaitement ce point.



©FIDA/Cesar Ascención Huamán Sopla

Élargir les possibilités offertes aux jeunes ruraux d'accéder à l'éducation primaire et secondaire

Le manque de compétences de base est l'un des problèmes qui tendent à cantonner les jeunes les plus défavorisés dans les emplois de moins bonne qualité, de sorte qu'il leur est extrêmement difficile d'échapper à la pauvreté (UNESCO, 2012). Les jeunes ruraux interrogés dans le cadre du projet FIDA-UNESCO "Acquérir des connaissances et des compétences pour l'agriculture et l'amélioration des moyens d'existence ruraux" ont expliqué qu'ils aspiraient à poursuivre leur éducation formelle, mais qu'ils étaient souvent contraints d'abandonner leurs études en raison des coûts élevés que cela entraînait (liés notamment au transport, au matériel, à l'uniforme, etc.). Les insuffisances de l'éducation rurale et les écarts entre les niveaux d'instruction en milieu rural et urbain sont considérables. Par exemple, Overseas Development Institute (2010) a constaté de fortes inégalités en termes de scolarisation entre les zones rurales et urbaines dans l'ensemble des pays en développement, de niveaux relativement élevés à des niveaux beaucoup plus faibles. Les écarts entre zones rurales et urbaines en matière d'éducation, ainsi qu'entre femmes et hommes⁴⁰, sont bien documentés ailleurs (par exemple, Bennell, 2011 et FIDA, 2010b). Ils sont symptomatiques de l'échec des modèles de développement à promouvoir l'inclusion et l'équité.

La capacité des jeunes à tirer profit d'un accès aux ressources et aux services pour développer des moyens d'existence viables et durables dépend largement des compétences et des connaissances qu'ils possèdent. Une attention particulière doit être accordée à la façon d'étendre et d'améliorer les systèmes d'éducation et de formation en milieu rural, en veillant tout particulièrement à ce que les connaissances et les compétences enseignées correspondent aux exigences du marché du travail. À cette fin, il est nécessaire de prendre en considération toutes les composantes de l'apprentissage en milieu rural – formel et informel, de l'éducation de base à la formation professionnelle

⁴⁰ Les inégalités scolaires en milieu rural sont particulièrement marquées pour les jeunes femmes, car les disparités entre les sexes concernant les tâches ménagères et les pratiques culturelles réduisent davantage encore leurs possibilités d'acquérir une éducation décente.

et à l'apprentissage – ainsi que les mécanismes informels par lesquels les savoirs sont transférés d'une génération à l'autre. Pour améliorer les systèmes d'instruction, il convient de prendre en compte aussi bien les aspects quantitatifs (par exemple, étendre l'accès aux services d'éducation) que les aspects qualitatifs (par exemple, améliorer l'efficacité des systèmes d'éducation dans la fourniture de compétences pratiques nécessaires pour accéder aux marchés de l'emploi).

Des compétences élémentaires en calcul et en écriture sont une exigence minimale pour être compétitif sur les marchés de l'emploi. Ces compétences sont également nécessaires pour bénéficier d'ultérieures possibilités d'éducation et de formation. Veiller à ce que toutes les jeunes femmes et tous les jeunes hommes aient acquis un minimum de compétences de base avant d'atteindre l'âge adulte fait partie des exigences fondamentales des systèmes éducatifs. Cependant, les jeunes ruraux sont confrontés à de nombreuses contraintes dès lors qu'il s'agit d'aller régulièrement à l'école:

- De mauvaises infrastructures de transport et la nécessité de parcourir de longues distances pour se rendre à l'école
- Les coûts financiers, tels que les frais de scolarité, les livres, les uniformes et le transport
- Les problèmes de santé et de malnutrition, qui empêchent parfois les enfants d'aller à l'école et nuisent à leur capacité d'apprentissage
- Les coûts d'opportunité, car les enfants (surtout les filles) doivent souvent effectuer des tâches ménagères, s'occuper des animaux, travailler à la ferme, travailler hors de la ferme pour gagner un revenu ou s'occuper d'autres membres de la famille⁴¹
- La nécessité de présenter des certificats de naissance ou d'autres documents juridiques que de nombreuses populations rurales ne possèdent pas, en particulier lorsqu'il s'agit de réfugiés, d'immigrants ou de minorités ethniques
- Les problèmes liés à la culture et à la langue d'instruction, en particulier dans les zones culturellement et linguistiquement diverses
- Les barrières sociales et culturelles qui empêchent les filles de poursuivre leurs études au-delà de l'école primaire
- Des questions culturelles, politiques et d'ordre pratique concernant la scolarisation des enfants de pasteurs, généralement nomades.

Dans de nombreux pays en développement, les investissements ont été majoritairement axés sur l'enseignement supérieur au détriment de l'éducation primaire et secondaire (Todaro et Smith, 2009), et les répercussions de cet écart de financement sont particulièrement prononcées dans les zones rurales. En conséquence, les jeunes ruraux ont souvent été privés des compétences nécessaires pour échapper à la pauvreté, et ils se retrouvent fréquemment cantonnés à des emplois relativement improductifs et mal rémunérés.

Il convient également de souligner que la demande des marchés du travail urbain ne justifie généralement pas le niveau relativement élevé de l'investissement dans l'éducation tertiaire, qui se fait au détriment de l'enseignement primaire et secondaire. Cela se traduit par des foules de chômeurs diplômés dans les zones urbaines, entraînant des problèmes d'agitation sociale et le risque de "fuite des cerveaux", car les diplômés partent en quête d'opportunités correspondant à leurs compétences dans d'autres pays

41 Lorsque ces activités nuisent à la scolarisation des enfants, en les empêchant d'aller à l'école ou en les obligeant à accumuler des activités scolaires et professionnelles excessivement longues, elles relèvent de la définition du travail des enfants, sur lequel nous reviendrons plus avant dans cette section. Pour plus de détails sur la définition du travail des enfants, consulter le site de l'OIT: <http://www.ilo.org/ipec/facts/lang--fr/index.htm>.

Tableau 3. Approches et mécanismes visant à améliorer la pertinence, la qualité et l'accessibilité des systèmes d'éducation et de formation pour les jeunes ruraux

Approche	Mécanismes
Étendre l'accès à l'éducation formelle dans les zones rurales	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire les dépenses directes et indirectes liées à la scolarité <ul style="list-style-type: none"> - Éliminer les frais de scolarité - Éliminer ou subventionner les coûts liés à l'achat des uniformes scolaires et du matériel pédagogique, en particulier pour les familles pauvres - Mettre en œuvre des mesures visant à former les ménages ruraux et à leur donner accès aux technologies permettant de réduire la main-d'œuvre, afin de réduire les coûts d'opportunité (en termes de travail sacrifié) liés à l'envoi des enfants à l'école • Promouvoir des milieux scolaires plus accueillants pour les filles, afin d'augmenter la fréquentation scolaire des filles dans les zones où il existe de grandes disparités entre les sexes en matière d'éducation, à travers notamment des mesures incitatives, telles que: <ul style="list-style-type: none"> - Des rations à emporter à la maison ou des repas scolaires gratuits pour les filles dont les taux de présence remplissent les exigences minimums - Des installations sanitaires appropriées et séparées pour les filles et les garçons - Des solutions adaptées de garde d'enfants pour réduire les tâches liées à la garde des enfants qui incombent aux filles d'âge scolaire, y compris l'investissement dans des établissements de garde d'enfants, le cas échéant - Le recrutement accru d'enseignantes, par le biais de mesures ciblées pour motiver les jeunes femmes rurales à se former aux métiers de l'enseignement • Utiliser des mesures de protection sociale conditionnelles, telles que des transferts monétaires et des prestations de santé soumis à condition (de préférence payables à la mère de famille) pour améliorer l'éducation, tout en réduisant les risques encourus par les ménages ruraux⁴² • Élaborer des programmes de "seconde chance" pour les jeunes adultes qui ne possèdent pas les compétences de base • Adapter les horaires scolaires aux besoins du cycle de la production agricole • Élaborer des solutions innovantes, telles que les écoles itinérantes pour les enfants des familles d'éleveurs nomades (voir encadré 4) • Investir dans les infrastructures de transport et les établissements d'enseignement en milieu rural • Élaborer, ratifier et mettre en œuvre des lois sur le travail des enfants, en accordant une attention particulière au secteur agricole <ul style="list-style-type: none"> - Intégrer l'abolition du travail des enfants dans la planification de l'agriculture et du développement rural - Instaurer un dialogue avec les groupes communautaires (tels que les coopératives et les organisations de producteurs) pour leur faire prendre conscience de comment et pourquoi le travail des garçons et des filles nuit à leur éducation et à leur développement - Ratifier et appliquer les conventions de l'OIT sur le travail des enfants (la Convention C138 sur l'âge minimum⁴³, et la Convention C182 sur les pires formes de travail des enfants⁴⁴) - Créer des listes indicatives des travaux dangereux, qui déterminent les emplois, les activités et les conditions de travail non acceptables pour les enfants de moins de 18 ans, en veillant à inclure les travaux agricoles, notamment au sein des exploitations familiales

42 De nombreux travaux de recherche ont démontré que les femmes étaient plus susceptibles d'investir en priorité dans l'éducation, la santé et la nutrition des enfants. C'est l'approche adoptée par les programmes PROGRESA (le Programme Éducation, Santé et Nutrition) au Mexique et Bolsa Familia (allocations familiales) au Brésil. Pour en savoir plus sur le programme PROGRESA et son impact sur les ménages ruraux, voir IFPRI, 2005; pour en savoir plus sur Bolsa Familia et ses répercussions, voir Banque mondiale, 2008.

43 Pour plus d'informations, veuillez consulter: http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C138.

44 Pour plus d'informations, veuillez consulter: www.ilo.org/dyn/normlex/fr/?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO:12100:P12100_ILO_CODE:C182.

Approche	Mécanismes
<p>Améliorer la qualité de l'éducation en milieu rural et l'adapter aux besoins du marché du travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Investir dans la formation des enseignants et leur maintien dans les zones rurales <ul style="list-style-type: none"> - Prioriser le recrutement d'enseignants qui sont originaires des zones rurales (intuitivement, les enseignants qui travaillent dans la région où ils ont grandi sont plus susceptibles d'y rester) - Encourager (et subventionner) les jeunes ruraux qui s'intéressent aux formations d'enseignant, en ciblant tout particulièrement les jeunes femmes - Rendre les postes en milieu rural plus attrayants, en offrant des avantages tels que des primes, des salaires plus élevés, des logements subventionnés, une meilleure protection santé, des possibilités d'avancement de carrière et des services, comme un téléphone portable ou une connexion à Internet • Redéfinir la façon dont la vie rurale et l'agriculture sont présentées dans l'éducation rurale, en intégrant une vision moderne de l'agriculture et de l'économie rurale non agricole dans les programmes éducatifs dédiés aux sciences, aux études commerciales⁴⁵ et aux compétences de la vie • Réviser les programmes d'éducation formelle, en proposant des compétences essentielles pour la transformation de l'agriculture et du secteur rural non agricole, telles que l'esprit d'entreprise, l'agriculture intelligente face au climat et les innovations vertes • Encourager les partenariats entre les ministères de l'éducation, du travail, de l'agriculture et de la jeunesse pour veiller à ce que l'éducation rurale réponde aux besoins du marché du travail • Associer les acteurs locaux, y compris les jeunes, à la planification de l'éducation, et instaurer des partenariats entre les écoles et les communautés⁴⁶
<p>Améliorer l'étendue et la qualité des systèmes formels et informels de formation en milieu rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Adapter la formation aux besoins du marché du travail (voir encadré 5) <ul style="list-style-type: none"> - Accorder une attention particulière aux exploitations agricoles rurales et aux micro, petites et moyennes entreprises rurales non agricoles - Inclure de larges éventails de compétences, y compris des compétences en gestion des entreprises et commercialisation des produits, ainsi que des compétences utiles dans la vie (voir encadré 6) - Faciliter la participation directe du secteur privé à l'offre de formation et la coordination entre les prestataires publics et privés⁴⁷ - Veiller à ce que les formations rurales incluent à la fois les secteurs ruraux agricole et non agricole, en gardant à l'esprit que la formation en milieu rural a eu tendance à négliger le secteur non agricole (UNESCO, 2012) - Inclure des compétences non techniques telles que le marketing, la gestion et la planification financière - Mettre en place des interventions axées sur la transition de l'école au travail dans le cadre des initiatives de renforcement des compétences • Introduire de nouvelles compétences dans les programmes formels et informels d'apprentissage⁴⁸ <ul style="list-style-type: none"> - Mettre à niveau les compétences des maîtres artisans - Concevoir des systèmes standard communs et harmoniser les contenus des formations

45 "Les écoles qui ont intégré l'agriculture dans les programmes d'enseignement des sciences et/ou des compétences commerciales et celles qui ont mis en place des jardins scolaires, comme laboratoires d'apprentissage, ont obtenu de meilleur taux de réussite." (FAO, *L'Éducation pour les populations rurales* [Rome: 2009]).

46 Pour plus d'informations, voir IIPE (2011).

47 La nécessité d'adopter des approches globales qui tiennent compte de l'offre et de la demande en impliquant le secteur privé dans l'offre de formation a été identifiée comme un facteur essentiel pour la réussite des interventions de la Banque mondiale en faveur de l'emploi des jeunes (Groupe d'évaluation indépendante de la Banque mondiale, 2012).

48 Pour plus d'informations sur la contribution possible des systèmes d'apprentissage en milieu rural à l'amélioration des perspectives des jeunes ruraux, femmes et hommes, et sur les moyens d'y parvenir, voir OIT, 2011b.

Approche	Mécanismes
	<ul style="list-style-type: none"> - Établir des partenariats avec de grandes entreprises pouvant donner accès à des technologies et des équipements modernes • Améliorer la reconnaissance des compétences acquises grâce à des modes de formation informels <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter les partenariats avec les organisations professionnelles et les groupes ruraux - Créer des liens entre les systèmes formels et informels - Proposer des évaluations et des certifications des compétences • Inclure des éléments de formation qui traitent des caractéristiques du travail décent, telles que la santé et la sécurité au travail, les droits au travail et le rôle des organisations de travailleurs • Dans la mesure du possible, utiliser les infrastructures locales et tenir compte des contraintes locales en termes de temps, de mobilité et de finance, en accordant une attention particulière aux contraintes de temps auxquelles sont confrontées les jeunes femmes en raison des tâches ménagères non rémunérées qui leur incombent • Encourager les jeunes femmes à se former dans des métiers traditionnellement masculins et vice versa • Utiliser les TIC pour permettre aux jeunes ruraux d'accéder à des formations modernes sans avoir à quitter les zones rurales⁴⁹ • Donner la priorité aux jeunes dans les cours de formation <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des mesures incitatives, telles que des subventions aux prestataires de services pour chaque jeune formé - Associer les organisations de jeunes à la conception et à la mise en œuvre des programmes de formation • Améliorer les systèmes de suivi et de mise en œuvre des politiques et des initiatives de formation en milieu rural et prendre des mesures pour garantir la transparence et le respect, par les organes administratifs, de l'obligation de rendre des comptes

(*ibid*). Cela reflète l'influence disproportionnée des populations urbaines plus aisées sur les processus de planification et met en évidence les défis politiques qui doivent être relevés en vue d'évoluer vers des modèles de développement plus inclusifs.

Offrir aux jeunes ruraux une éducation adaptée et de qualité

Offrir une éducation de qualité est souvent particulièrement difficile dans les contextes ruraux. Le nombre insuffisant d'enseignants qualifiés désireux de travailler en milieu rural et les difficultés à mettre en œuvre des mécanismes d'inspection et des services de soutien efficaces font partie des principaux défis à relever. Il est tout aussi important de prêter attention aux programmes d'enseignement, qui ne sont pas alignés sur les besoins des économies rurales et des marchés du travail.

Il est nécessaire de redéfinir l'éducation en milieu rural afin de mieux préparer les jeunes ruraux et de les aider à trouver leur place dans des économies rurales qui nécessitent toujours plus de connaissances et sont désormais liées à des filières nationales et internationales. Les programmes devraient inclure des sujets tels que les technologies de l'information, les systèmes d'agriculture commerciale à forte concentration de connaissances, le changement climatique et l'entrepreneuriat. Ce n'est que lorsque les programmes, le matériel et les méthodes d'apprentissage seront adaptés aux solutions de subsistance à la portée des jeunes ruraux que les parents et les élèves prendront toute la mesure de l'utilité de l'éducation.

49 À titre d'exemple, au Ghana, le Savannah Young Farmers Network se sert des TIC pour fournir des services de conseils adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs en utilisant la technologie de l'audioconférence. Pour plus d'informations, voir: <http://ictupdate.cta.int/fr/Feature-Articles/An-attractive-opportunity>.

Encadré 4. Offrir une éducation aux enfants des familles de pasteurs en Mongolie

Le Programme de réduction de la pauvreté rurale, financé par le FIDA en Mongolie, a mis en place des jardins d'enfants itinérants pour les enfants des pasteurs nomades, qui constituent environ 70% de la population du pays. Les jardins d'enfants permettent de soulager les parents occupés tout en donnant aux enfants une première expérience d'apprentissage.

“Généralement, les enfants de pasteurs ne peuvent pas aller au jardin d'enfants car chaque *soum* (village rural) dépend d'un centre, et les pasteurs ne peuvent pas amener leurs enfants à l'*aimag* (bourg)”, explique Bayanjargal, directeur du jardin d'enfants de Hotont Soum. “Les pasteurs ont tendance à se rassembler davantage en été; il est donc plus facile d'amener la garderie jusqu'à eux.”

Chaque jardin d'enfants prend en charge environ 25 enfants. Au bout de trois semaines, durée de la garderie, les enfants montent un spectacle pour montrer à leurs parents ce qu'ils ont appris. Puis la *ger* est rangée sur sa charrette en bois et transportée sur le site suivant.

Depuis 2004, les garderies itinérantes appuyées par le FIDA ont pris en charge plus de 35 000 enfants dans 79 villages de quatre des provinces les plus pauvres du pays. Le financement du FIDA touchant à son terme, le gouvernement est en train de reprendre la gestion de ces garderies.

“Nous sommes très occupés à cultiver des légumes et à produire et vendre des produits laitiers durant l'été”, explique Dulmaa, mère de deux enfants qui sont allés au jardin d'enfants. “Pendant cette période intensive de l'année, nos petits s'ennuient et nous devons tout de même nous occuper d'eux. À présent, les deux miens vont à la garderie itinérante et apprennent plein de choses: des chansons, des poèmes, et même à écrire.”

Cliquez ci-dessous pour visionner une courte vidéo informative: www.youtube.com/watch?v=plmRJHJATGw&list=PLD4A5496530799980&index=4.

Cela signifie qu'il est nécessaire de réexaminer la façon dont l'agriculture et le travail rural en général sont présentés dans l'éducation formelle, car les jeunes déclarent qu'ils considèrent l'éducation formelle comme un moyen d'abandonner l'agriculture et non pas comme un moyen d'acquérir des connaissances pertinentes pour exercer une activité dans ce secteur. Les données empiriques suggèrent que les écoles rurales participent à la vision négative que les jeunes ont du travail agricole en le présentant comme une occupation de dernier recours pour ceux qui ne réussissent pas leurs études⁵⁰. Cela contribue également au vieillissement de la main-d'œuvre observé dans le secteur. Il sera en outre important d'outiller les jeunes ruraux en vue de faciliter leur migration, temporaire ou permanente, vers les petites et grandes villes, car les jeunes considèrent que l'éducation en milieu rural n'a pas réussi à leur fournir les compétences nécessaires pour occuper un emploi formel dans les zones urbaines⁵¹.

Toutefois, cette redéfinition n'est pas sans risque. Malgré le besoin pressant d'intégrer les questions d'actualité, notamment celles liées aux systèmes alimentaires, aux ressources naturelles et au secteur rural non agricole, ces approches peuvent se heurter à une certaine résistance. Les stéréotypes négatifs concernant la vie rurale et le travail

50 Cette question a été examinée en détail par les participants au Conseil des gouverneurs du FIDA de 2011, dans le cadre des événements organisés sur le thème de la jeunesse. Pour plus d'informations, voir, par exemple: www.ifad.org/events/gc/34/panels/proceedings.pdf.

51 Les opinions attribuées aux jeunes dans ce paragraphe s'appuient notamment sur les conclusions du récent projet de recherche FIDA-UNESCO “Acquérir des connaissances et des compétences pour l'agriculture et l'amélioration des moyens d'existence ruraux” (FIDA et UNESCO, à paraître).

agricole en particulier peuvent amener certaines populations à résister à des approches éducatives qui tendent à préparer les étudiants à ce genre de vie. En outre, au sein des communautés les plus reculées, l'intégration de ces nouveaux enjeux et tendances risque de ne pas être appréciée immédiatement, car leur pertinence par rapport à la réalité quotidienne des communautés traditionnelles n'est pas directement apparente. Les nouveaux programmes d'enseignement et les nouvelles méthodes d'apprentissage doivent être conçus avec soin et intelligence, en veillant à intégrer les savoirs traditionnels et à offrir aux acteurs locaux la possibilité de participer aux processus.

En outre, la difficulté à créer des environnements d'apprentissage qui respectent l'égalité des sexes continue de compromettre le potentiel d'apprentissage des jeunes étudiantes. Jusqu'à présent, les dynamiques qui affectent les garçons et les filles, et aboutissent à une plus grande participation des garçons à l'école, n'ont pas suffisamment été prises en considération. Suite à l'évaluation de l'un de ses projets d'éducation au Malawi, l'USAID (2008) constate que "mettre l'accent sur la scolarisation des filles sans s'attaquer aux obstacles au processus d'apprentissage place les filles dans une situation défavorable". Par exemple, il a été constaté que les filles étaient considérées comme moins capables, ce qui compromettait leurs performances dans les classes supérieures. Les filles étant généralement considérées comme "des étudiantes de second ordre, peu brillantes et incapables de répondre aux questions", elles avaient tendance à se voir affectées à des tâches subalternes (telles que le nettoyage et le rangement) tandis que les garçons héritaient de tâches plus prestigieuses (comme sonner la cloche de l'école). Il convient de s'attaquer effectivement aux obstacles systématiques à la réussite des filles à l'école, au-delà des seuls problèmes d'accès à l'éducation, en collaboration avec les communautés locales.

Adapter les systèmes de formation professionnelle et d'apprentissage en milieu rural

Les lacunes dans l'éducation de base nuisent à la capacité des jeunes ruraux de bénéficier des programmes de formation professionnelle, car les jeunes qui ne possèdent pas les compétences de base ont une moindre capacité à s'adapter aux innovations et à traiter les informations (UNESCO, 2012). De nombreux pays n'ont pas accordé une attention suffisante à la formation en milieu rural, en dépit de la contribution que celle-ci peut représenter pour réduire la pauvreté et accroître la production alimentaire. Les besoins de formation en milieu rural sont généralement négligés ou analysés de façon sporadique (UNESCO, 2012), ce qui tend à creuser le fossé entre les contenus des formations et les besoins du marché du travail. Par ailleurs, les jeunes femmes bénéficient généralement de moins de possibilités d'acquérir des compétences essentielles à la subsistance en milieu rural par le biais de programmes de formation, car leur faible pouvoir de négociation au sein des ménages, leurs lourdes charges domestiques et les règles coutumières tendent à empêcher leur participation (UNESCO, 2012). En effet, nombre de programmes de formation professionnelle se sont révélés inefficaces, en raison de leur incapacité à prendre en compte les difficultés que doivent surmonter les jeunes femmes. Il conviendrait également de se pencher sur la perception qu'ont les jeunes des lacunes qui existent entre les politiques en matière de formation et leur mise en œuvre (FIDA et UNESCO, à paraître). Ces lacunes sous-entendent également la nécessité de mettre en place des mécanismes redditionnels plus efficaces au sein des institutions publiques concernées.

La plupart du temps, les efforts déployés en faveur de la formation des populations rurales font partie d'engagements plus généraux visant à étendre le renforcement des compétences à des groupes marginalisés, et omettent de prendre en compte les besoins spécifiques des zones rurales. Le développement de systèmes d'information visant à évaluer les besoins de formation sur les marchés du travail dans les zones rurales

Encadré 5. Formation en cours d'emploi pour les jeunes à Madagascar

La population de Madagascar s'est accrue de 300% au cours des 30 dernières années et devrait doubler d'ici à 2030. Dans ce contexte, offrir des perspectives d'emploi aux quelque 300 000 jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail constitue un enjeu pressant. Outre les débouchés professionnels, ces jeunes ont besoin de compétences pratiques à valoriser sur le marché du travail.

Pour relever ce défi, le Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER), appuyé par le FIDA, a commencé par analyser les besoins de main-d'œuvre des petites entreprises et la manière dont ces besoins pouvaient être satisfaits grâce aux jeunes, femmes et hommes. Il a ensuite facilité un système d'apprentissage dans le cadre duquel les jeunes ont été placés auprès de petites entreprises, afin de recevoir une formation pratique, sur le tas, tout en fournissant aux entreprises l'appui dont elles avaient tant besoin. Les jeunes ont acquis des compétences dans un large éventail d'activités, y compris la poterie, la fabrication d'outils agricoles, le petit commerce, la cordonnerie, l'agriculture et le tissage. Ils ont également acquis des compétences en matière de gestion des petites entreprises.

Jusqu'ici, plus de 1 000 jeunes apprentis ont reçu une formation dans le cadre du programme, l'objectif étant de parvenir à un total de 8 000 apprentis formés d'ici à la clôture du projet en 2015. Selon les projections, environ 54 000 petites entreprises devraient bénéficier du programme.

Cliquez ci-dessous pour visionner une courte vidéo informative: www.youtube.com/watch?v=oncRzysQKbA&list=PLD4A5496530799980&index=6&feature=plpp_video.

constitue un bon point de départ. Malheureusement, dans de nombreux pays en développement ces systèmes sont insuffisants, voire inexistants (Sparreboom et Powell, 2009, cité dans UNESCO, 2012). Dans les cas où les programmes de formation sont adaptés aux besoins ruraux, ils tendent à ignorer le secteur rural non agricole (UNESCO, 2012). Le net recul de l'offre de cours de formations technique et professionnelle, constaté ces dernières années dans les zones rurales, est tout aussi inquiétant (FIDA, 2009).

Bien qu'il soit essentiel d'améliorer et d'adapter les systèmes formels de formation professionnelle en milieu rural aux réalités des marchés du travail, il est également important de reconnaître et de renforcer les systèmes informels de transfert des connaissances. L'apprentissage informel, découlant des activités de la vie quotidienne liées au travail, à la famille et aux loisirs, est l'un des principaux moyens à la disposition des jeunes ruraux pour acquérir des connaissances et des compétences (FIDA et UNESCO, à paraître). D'ailleurs, dans de nombreux pays, la formation des jeunes ruraux repose davantage sur les systèmes d'apprentissage informel que sur la formation professionnelle formelle (BAfD, OCDE, PNUD et CEA, 2012).

Il est indispensable d'améliorer la formation et de renforcer les compétences des ruraux, femmes et hommes, pour leur permettre d'accéder à des possibilités de travail décent et productif. Récemment, la formation en milieu rural a fait l'objet d'un regain d'attention, du fait que de plus en plus d'éléments montrent que les approches minimalistes de la microfinance et du développement des entreprises – qui mettent notamment l'accent sur le financement et la création d'entreprises mais négligent la formation – ne permettaient pas d'instaurer une croissance durable (FIDA, 2009). Il importe également d'adapter les approches aux besoins des jeunes femmes, car les programmes de formation professionnelle qui n'ont pas tenu compte des défis auxquels elles étaient confrontées se sont révélés la plupart du temps inutiles ou peu efficaces (UNESCO, 2012).

Encadré 6. Les fermes-écoles

Les fermes-écoles ont été développées pour fournir une éducation non formelle décentralisée aux agriculteurs. L'objectif était d'améliorer les compétences des agriculteurs en matière de gestion de l'écologie de leurs champs, afin de leur permettre d'augmenter leurs rendements, de résoudre leurs problèmes, d'accroître leurs profits et de réduire les risques pour leur santé et l'environnement.

Cette approche a été adaptée pour éduquer les enfants et les jeunes vulnérables. Elle utilise une approche de "classe vivante", dans laquelle les élèves observent les cultures tout au long de la saison de croissance avec l'aide d'un animateur. Les thèmes agricoles sont liés à des compétences utiles dans la vie, de sorte que lorsque les enfants apprennent à protéger leurs plantes contre les ravageurs ils apprennent aussi à protéger leurs corps des maladies et autres conditions défavorables.

L'école renforce la confiance en soi des élèves et leurs compétences en matière de résolution de problèmes, en les laissant décider eux-mêmes des mesures nécessaires, par exemple, pour lutter contre des parasites ou des maladies des cultures, puis en leur permettant de défendre leurs choix devant leurs pairs dans le cadre de discussions ouvertes.

La vidéo accessible grâce au lien ci-dessous explique brièvement comment les fermes-écoles créent des opportunités pour les populations rurales: www.youtube.com/watch?v=ycOEuh33Lmg&list=PL328A64FD97715A05&index=8&feature=plpp_video.

Dans le contexte plus large de l'évolution des moyens de subsistance agricoles et ruraux, les systèmes de formation en milieu rural seront tenus de fournir un éventail de compétences dans divers secteurs. Les jeunes ruraux d'aujourd'hui ont besoin de compétences relatives aux techniques modernes d'agriculture et de travail dans les secteurs ruraux, agricole et non agricole, ainsi que de compétences essentielles pour entreprendre une migration temporaire ou permanente. Les systèmes formels et informels de formation en milieu rural jouent un rôle essentiel à cet égard, en complément des systèmes d'éducation. Les approches mises en place pour y parvenir doivent veiller à mettre l'accent sur le ciblage des jeunes femmes et des jeunes hommes, et à améliorer la coordination entre les moyens formels et informels de développement des compétences ainsi qu'entre les prestataires de formation publics et privés.

Abolir le travail des enfants

Le développement du capital humain des jeunes générations dans les zones rurales est entravé par la prévalence de diverses formes de travail des enfants. Le concept de "travail des enfants" regroupe les activités qui nuisent au bien-être des enfants, à leur éducation et à leur développement et les privent de leur potentiel. (Il est important de ne pas confondre le travail des enfants avec la participation des enfants à des tâches adaptées à leur âge, qui n'interfèrent pas avec la scolarité et les loisirs et qui jouent un rôle dans le transfert intergénérationnel des compétences⁵².) À l'échelle de la planète, l'agriculture (y compris la pêche et la sylviculture) est le secteur où le travail des enfants est le plus répandu. L'agriculture concentre en effet à elle seule près de 60% du travail des enfants, soit près de 98 millions de filles et de garçons⁵³, dont la plupart exercent des activités dangereuses (FAO, FIDA et OIT, 2010a).

52 Deux conventions de l'OIT – la Convention C138 sur l'âge minimum et la Convention C182 sur les pires formes de travail des enfants – fournissent un cadre au sein duquel la législation nationale peut définir une distinction claire entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, y compris l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail.

53 Programme international pour l'abolition du travail des enfants, de l'OIT. Voir <http://www.ilo.org/ipec/lang--fr/index.htm>.



©FIDA/Susan Beccio

Outre les frais de scolarité qui peuvent être prohibitifs pour les familles rurales pauvres, la nécessité, pour les exploitations agricoles et les ménages ruraux, de confier aux enfants et aux adolescents des tâches qui requièrent beaucoup de temps contribue aux taux inquiétants de travail des enfants dans les zones rurales. Les jeunes qui bénéficient de moins de possibilités d'aller à l'école et de se développer physiquement et émotionnellement pendant l'enfance voient leurs perspectives d'emploi réduites quand ils atteignent l'âge adulte. Cette situation perpétue le cycle de la pauvreté d'une génération sur l'autre et condamne les jeunes à une vie de travail improductif et de pauvreté. Par ailleurs, le travail des enfants réduit la demande locale de main-d'œuvre, fait baisser les salaires et diminue davantage encore les perspectives d'emploi des jeunes et des adultes plus âgés. Il peut également conditionner les jeunes à accepter des conditions de travail précaires plus tard dans leur vie.

Dans les environnements ruraux et agricoles, les réglementations sur le travail des enfants peuvent être facilement ignorées, en particulier dans les zones reculées, éloignées des inspecteurs et où les stratégies de survie dominantes sont axées sur la subsistance (FAO, FIDA et OIT, 2010b). Du fait que leur corps et leur esprit sont encore en développement, les enfants sont particulièrement vulnérables aux dangers, tels que les pesticides, qui ont des répercussions néfastes et durables sur leur santé à l'âge adulte. Les aspects sexospécifiques sont également importants, car les garçons et les filles sont souvent exposés à des risques différents. Par exemple, dans la plupart des sociétés, la gestion des volailles est une tâche généralement confiée aux filles, qui subissent donc les risques sanitaires associés, tandis que les garçons sont plus souvent chargés des tâches liées au bétail ou à la pêche (FAO, FIDA et OIT, 2010a).

Encadré 7. Développer et améliorer les services d'envoi de fonds en Afrique

Aujourd'hui, plus de 30 millions d'Africains vivent loin de leur pays natal. En 2012, les migrants issus du continent africain ont fait parvenir chez eux plus de 50 milliards d'USD, par le biais d'envois de fonds internationaux. Ces flux revêtent une importance vitale pour le continent, puisque près d'un quart des 40 pays du monde qui reçoivent au moins 10% de leur PIB des migrants vivant à l'étranger se trouvent en Afrique. Pourtant, toujours en 2012, le coût des envois de fonds vers l'Afrique et au sein de l'Afrique était plus élevé que partout ailleurs dans le monde, atteignant près de 20% du montant de l'envoi dans certaines zones rurales. Réduire le coût de ces envois et veiller à ce que ce service soit intégré dans les systèmes financiers formels pourrait notablement améliorer les conditions économiques et sociales des familles et contribuer au développement communautaire et national.

Face à ces enjeux, l'Initiative relative aux services postaux en Afrique a été mise en place par le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (du FIDA et de la Commission européenne), en partenariat avec la Banque mondiale, l'Union postale universelle, l'Institut mondial des caisses d'épargne/le Groupement européen des caisses d'épargne et le Fonds d'équipement des Nations Unies. Cette initiative vise à stimuler la concurrence sur le marché africain des envois de fonds et, à cet effet, il encourage les bureaux de poste africains à offrir des services d'envoi de fonds et des services financiers. Les bureaux de poste sont idéalement placés pour assurer ce genre de services dans les zones rurales mais, souvent, ils n'ont ni le modèle commercial, ni les technologies, ni les compétences qui leur permettraient de traiter les paiements, tels que les envois de fonds, en temps réel et d'une manière efficace et sûre. L'objectif de cette initiative est de promouvoir, d'appuyer et de reproduire à plus grande échelle l'intégration des services d'envoi de fonds dans les grands réseaux postaux africains, de façon à:

- réduire le coût des transferts de fonds vers l'Afrique et au sein du continent africain
- réduire la durée des transactions associées aux envois de fonds à destination et au sein de l'Afrique
- étendre le réseau des points de transaction ruraux où les envois de fonds peuvent être réceptionnés
- élargir la gamme des services financiers proposés dans les zones rurales. Par exemple, les produits d'épargne, de crédit et d'assurance aident les travailleurs migrants et leurs familles à se protéger des crises et favorisent leur autonomie financière sur le long terme.

Pour plus d'informations, voir: www.ifad.org/remittances/pub/african_f.pdf.

DÉFI 4

Faire en sorte que la migration soit un choix et permettre aux jeunes de tirer profit des possibilités qui s'offrent à eux

En vue d'exploiter les avantages de la migration en faveur de la transformation rurale (voir section 3), il importe avant tout de créer les conditions pour faire de la migration un choix plutôt qu'une nécessité. L'objectif primordial est d'éviter les situations dans lesquelles les jeunes ruraux, femmes et hommes, migrent – vers des localités rurales plus importantes, vers des zones péri-urbaines et urbaines, ou à l'étranger – parce qu'ils sentent qu'ils n'ont pas d'alternative viable au sein de leurs communautés rurales. Bien que les questions abordées dans les défis 1 à 3 soient étroitement liées à la concrétisation de ce scénario, il existe également des dimensions sociales et culturelles à prendre en considération (voir tableau 4).

Par ailleurs, certaines migrations, en particulier les départs motivés par la détresse et le manque d'information, peuvent se révéler dangereuses. Les jeunes migrants qui n'ont pas un niveau d'éducation suffisant et qui ne bénéficient pas de réseaux d'information et de soutien appropriés peuvent être particulièrement vulnérables face à certains risques, comme des conditions de voyage dangereuses, des conditions d'exploitation, l'exposition à des conditions de travail dangereuses et le recrutement par des réseaux criminels.

Tableau 4. Approches et mécanismes visant à faire de la migration un choix plutôt qu'une nécessité

Approche	Mécanismes
Créer un environnement politique favorable aux migrations de nature à réduire la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> • Prioriser les recherches sur le potentiel de réduction de la pauvreté des migrations, y compris en effectuant des évaluations d'impact • Éliminer les obstacles à la mobilité, telles que les conditions de résidence pour l'accès aux services sociaux, notamment la santé, l'éducation et la protection sociale • Lutter contre les discriminations à l'égard des migrants, par le biais de politiques et d'initiatives de sensibilisation • Renforcer la capacité des systèmes statistiques nationaux à recueillir des données sur les flux migratoires ruraux-urbains, ventilées par âge et par sexe • Adopter des approches stratégiques et de planification qui reconnaissent l'interdépendance des moyens de subsistance ruraux et urbains
Améliorer la qualité de vie dans les zones rurales	<ul style="list-style-type: none"> • Investir dans les infrastructures rurales, telles que les routes, l'eau, l'électricité et les TIC <ul style="list-style-type: none"> - Étendre la couverture Internet dans les zones rurales et fournir aux jeunes ruraux un accès à des ordinateurs et des téléphones portables - Fournir des biens publics essentiels pour améliorer la productivité agricole et non agricole dans les zones rurales et réduire la charge des travaux domestiques, y compris en améliorant l'accès à l'eau et au carburant • Fournir des espaces publics et des lieux de sociabilité et de loisirs <ul style="list-style-type: none"> - Consulter les membres féminins et masculins des groupes de jeunes séparément en vue de développer des activités qui leur sont destinées - Consacrer et développer des espaces publics permettant aux jeunes de se rencontrer, de socialiser et de participer à des activités récréatives - Encourager le développement d'activités culturelles, traditionnelles et modernes, populaires auprès des jeunes • Diffuser et assurer la formation des travailleurs ruraux et agricoles, y compris les employés de maison, aux technologies et innovations permettant de réduire la main-d'œuvre
Autonomiser et protéger les jeunes migrants	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir des initiatives visant à sécuriser le passage des migrants vers leurs destinations <ul style="list-style-type: none"> - Adopter des législations relatives au travail et aux migrations conformes aux normes internationales en matière de protection juridique des migrants⁵⁴ - Promouvoir des associations de migrants afin de faciliter la diffusion d'informations sur le processus de migration - Faciliter les discussions entre les gouvernements, les employeurs, les syndicats, la société civile et les communautés de migrants pour veiller à ce que les contributions des migrants soient reconnues et que leurs droits soient protégés • Renforcer les compétences des migrants en matière de budgétisation, d'épargne et d'établissement d'objectifs financiers à long terme, notamment en lien avec des possibilités d'investir dans leurs communautés d'origine et de contribuer à leur développement durable (voir encadré 7) • Faciliter les transferts de fonds des migrants par le biais de canaux sécurisés et à bas coûts <ul style="list-style-type: none"> - Aider les institutions financières à adopter des systèmes de transfert plus efficaces - Moderniser les réseaux postaux, qui offrent une combinaison unique d'avantages, y compris une large présence mondiale, une longue tradition de prestations de services financiers et de services de transferts de fonds plus rapides et moins chers - Développer des services bancaires mobiles dans les zones rurales - Renforcer la capacité des institutions de microfinance à offrir des services de transferts de fonds dans les zones rurales • Mettre en place des services pour favoriser l'intégration des migrants de retour dans leurs communautés • Promouvoir les associations et les initiatives visant à aider les membres des familles de travailleurs migrants à faire face aux possibles coûts sociaux des migrations

54 Pour plus d'informations, voir OIT, 2006.

Promouvoir les politiques et la recherche pour étayer la contribution de la migration à la réduction de la pauvreté

Il a été démontré que les migrations permettaient d'améliorer l'accès à des emplois mieux rémunérés ainsi qu'aux infrastructures et aux services sociaux. Il est important de souligner que les gains de revenu sont généralement partagés avec les membres de la famille et les amis restés dans les communautés d'origine, qui utilisent cet argent pour se nourrir, se loger, se soigner, financer l'éducation et investir dans les entreprises. Parallèlement, les tendances migratoires récentes des zones rurales vers les zones urbaines ont abouti à une augmentation de la part de personnes pauvres dans les zones urbaines. Pour faire face à ce phénomène, il est nécessaire de s'attaquer aux facteurs qui poussent les populations rurales à émigrer (tels que le manque de perspectives décentes dans leurs communautés rurales, dans de nombreux cas) et de promouvoir de meilleures opportunités dans les villes.

Malgré les nombreux avantages possibles de la migration, les politiques ont accordé relativement peu d'attention aux moyens de tirer profit de ses avantages pour réduire la pauvreté. La recherche sur les migrations doit se concentrer davantage sur la réduction de la pauvreté, en reconnaissant que la plupart des migrants pauvres se déplacent au sein de leur pays ou région, afin d'encourager les discussions politiques sur des thèmes pertinents pour les personnes pauvres (De Haan et Yaqub, 2008). Cela commence à se produire, avec l'apparition d'initiatives telles que le consortium des programmes de recherche *Migrating out of Poverty* (migration pour sortir de la pauvreté)⁵⁵, financé par le Royaume-Uni. Mais beaucoup reste à faire.

Au niveau politique, peu d'attention a été accordée à la promotion de la mobilité. Dans de nombreux cas, les cadres politiques en vigueur tendent à dissuader les migrants potentiels. Par exemple, les migrants sont souvent discriminés pour ce qui est de l'accès aux logements urbains (c'est notamment le cas lorsque l'accès aux logements subventionnés est réservé aux personnes qui possèdent la citoyenneté urbaine) et à la protection sociale, car celle-ci dépend généralement de la résidence (c'est souvent le cas pour les systèmes de santé et d'éducation). Les dimensions sexospécifiques méritent également une plus grande considération de la part des politiques, car les jeunes femmes migrantes peinent à tirer profit de la prospérité des villes en raison des disparités liées au sexe en termes d'accès aux emplois décents et de salaires, de droits fonciers, de sécurité et de santé, ainsi que de représentation dans les structures formelles de gouvernance urbaine (ONU-Habitat, 2013). Ces facteurs font peser sur les migrants des risques et des coûts inutiles. Les mesures visant à y remédier offrent ainsi des possibilités intéressantes pour réduire la pauvreté.

Rendre les migrations plus sûres

Il convient de réduire les risques et les dangers inhérents aux processus de migration. La précarité dans laquelle vivent de nombreux jeunes migrants est souvent liée à l'absence de réseaux de soutien et au manque d'accès aux services et aux capitaux financiers. Les jeunes femmes sont d'autant plus vulnérables à la précarité qu'elles sont confrontées à d'autres dangers, y compris la traite des êtres humains⁵⁶. Les jeunes hommes migrants qui ne parviennent pas à trouver du travail dans les villes sont plus susceptibles de se livrer à des activités criminelles, et nombre d'entre eux se retrouvent impliqués dans des

⁵⁵ *Migrating out of Poverty* est un consortium de programmes de recherche de sept ans, financé par le Ministère britannique du développement international. Il se concentre sur les relations entre les migrations internes et régionales et la pauvreté dans six régions d'Asie, d'Afrique et d'Europe. Le programme est coordonné par l'Université du Sussex. Pour plus d'informations, voir: <http://migratingoutofpoverty.dfid.gov.uk/>.

⁵⁶ La traite des êtres humains affecte environ 2,5 millions de personnes à l'échelle mondiale et frappe de façon disproportionnée les jeunes femmes entre 18 et 24 ans (OIT, 2007b).

troubles sociaux, des crimes violents, voire des conflits armés (DIAL, 2007). Améliorer les niveaux de protection et d'information et assurer un accès à des réseaux de soutien sont des éléments importants en vue de répondre aux défis posés par les migrations et de tirer pleinement profit des avantages possibles qu'elles offrent.

Offrir des perspectives sociales, culturelles et récréatives aux jeunes dans les zones rurales

Il est important de considérer les raisons plus larges, autres qu'économiques, qui expliquent l'opinion négative des jeunes à l'égard des zones rurales. Parmi celles-ci figure un large éventail de facteurs influant sur la qualité de la vie, y compris les possibilités d'activités sociales et de divertissement, la connectivité et les charges de travail. Offrir aux jeunes des occasions et des espaces leur permettant de profiter des activités sociales et de divertissement pendant leur temps libre, en tenant compte des préférences particulières des jeunes femmes et des jeunes hommes, peut contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie en milieu rural. Dans le même esprit, il est important d'atténuer le sentiment d'éloignement en améliorant l'accès à Internet, aux TIC et aux téléphones portables, ce qui est déjà le cas dans de nombreuses zones rurales du monde en développement. Il convient également de réduire la pénibilité et les longues heures de travail (rémunéré ou non) couramment associées à la vie rurale. C'est particulièrement important pour les femmes, car les études indiquent qu'elles travaillent davantage que les hommes ruraux (FAO, FIDA et OIT, 2010b).

“Nous devons valoriser l'image de l'agriculture. Nous devons valoriser l'image des agriculteurs. Il convient de changer les comportements à l'égard de l'agriculture.”

– Arindam Dasgupta, jeune entrepreneur rural indien, s'exprimant dans le cadre du Conseil des gouverneurs du FIDA de 2011

DÉFI 5

Renforcer la participation des jeunes ruraux à tous les niveaux de la société

Les jeunes ne participent que rarement aux processus stratégiques et de planification qui affectent leur vie et l'avenir des sociétés dont ils hériteront (voir le tableau 5). Dans de nombreux cas, cela s'explique par des idées fausses à l'égard de leurs compétences, qui tendent à sous-évaluer les contributions qu'ils pourraient apporter à de tels processus. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles leurs besoins sont rarement pris en compte.

Inclure les voix des jeunes ruraux dans les débats

Les initiatives axées sur les jeunes tombent souvent dans le piège qui consiste à considérer les jeunes comme des bénéficiaires passifs de l'aide, plutôt que comme des parties prenantes actives, en mesure de contribuer à trouver des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Cela est particulièrement frappant dans le cas des jeunes ruraux, dont les voix sont rarement entendues en raison de leur manque de visibilité et de leur éloignement géographique des centres du pouvoir. Les jeunes étant absents des discussions relatives à l'avenir des zones rurales, les débats concernant les politiques et la planification du développement ne bénéficient pas de leurs points de vue et de leurs idées. La faible représentation des jeunes dans ces discussions contribue ainsi à la méconnaissance des défis spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes ruraux, femmes et hommes, et participe à l'échec prévisible des solutions mises en place pour y remédier. Cette situation empêche également de renforcer les liens entre les jeunes et leurs communautés et de favoriser un sentiment d'appartenance à ces communautés.

Les jeunes ruraux, femmes et hommes, méritent de faire partie intégrante des processus qui les concernent, y compris les consultations, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes. Pour que les besoins des jeunes soient pris en considération, leur participation, comme parties prenantes clés de ces politiques, programmes et projets, est indispensable, de la planification

Tableau 5. Approches et mécanismes pour renforcer la participation des jeunes ruraux, femmes et hommes

Approche	Mécanismes
Sensibiliser les parties prenantes à l'importance de la participation des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la création de réseaux de représentants des jeunes ruraux (voir encadré 8) • Organiser des événements et des plateformes où les réseaux de jeunes peuvent exprimer leurs opinions • Aider les réseaux de jeunes à renforcer leurs capacités techniques et financières • Créer des événements et des occasions spéciales ayant pour mission de se pencher sur les enjeux de la jeunesse • Veiller à ce que les jeunes ruraux fassent partie intégrante des événements, pas seulement sur la cause des jeunes, mais sur toutes les questions relatives au développement rural • Favoriser le dialogue et la compréhension entre les générations
Faciliter le regroupement en organisation des jeunes ruraux, femmes et hommes	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser et rendre compte de la participation des jeunes femmes et des jeunes hommes dans les processus institutionnels de prise de décisions • Faciliter la formation de groupes représentant les jeunes ruraux, femmes et hommes • Créer des occasions de dialogue entre les institutions gouvernementales (locales, régionales et nationales) et les groupes de jeunes⁵⁷ • Promouvoir la mise en réseau et le partage d'expériences entre les organisations de jeunes ruraux, par le biais de l'organisation régulière d'ateliers, de consultations et de visites d'échange • Encourager la création de sections jeunesse au sein des organisations paysannes mixtes pour aborder les problèmes des jeunes • Aider les organisations paysannes et les coopératives d'agriculteurs à donner à leurs jeunes membres les moyens d'agir • Faciliter les partenariats entre les agriculteurs locaux et les groupes de jeunes • Renforcer, intégrer et, si possible, formaliser les modes informels de représentation des jeunes
Inclure les jeunes, femmes et hommes, dans les processus de planification du développement	<ul style="list-style-type: none"> • Par le biais des réseaux et des organisations de jeunes, faciliter la participation des jeunes aux processus de planification, aux politiques, aux programmes et aux projets de développement, en veillant à ce qu'ils participent à toutes les étapes, de la conception à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation • Rencontrer séparément les jeunes femmes et les jeunes hommes, pour veiller à ce que les opinions, les suggestions et les contributions reflètent les points de vue des deux sexes • Rassembler les organisations de jeunes afin de leur donner la possibilité d'assurer le suivi de la mise en œuvre des initiatives de développement agricole et rural, du point de vue des jeunes • Offrir aux jeunes autochtones des occasions d'exprimer leurs points de vue, en mettant en avant la valeur des connaissances autochtones, en particulier sur des sujets liés à la gestion durable des ressources naturelles • Inclure des représentants des jeunes dans les missions de conception des politiques, des projets et des programmes de développement rural et agricole • Consulter les ministères de la jeunesse et le cas échéant faciliter la coordination avec les ministères de l'agriculture, du travail, de l'éducation et du développement communautaire, pour concevoir, mettre en œuvre et examiner les initiatives de développement agricole et rural

⁵⁷ La prise de conscience accrue de l'interdépendance des questions liées aux jeunes et des problèmes de sécurité alimentaire s'est traduite par un certain nombre d'initiatives spécifiques ces dernières années. Par exemple, le thème de la Journée internationale des coopératives 2011, célébrée par l'ONU, était "La jeunesse, avenir des coopératives". Le Conseil des gouverneurs du FIDA de 2011 et la session extraordinaire du Forum paysan de 2012, organisée par le FIDA, étaient également consacrés à la cause des jeunes.

Encadré 8. Réseau mondial des jeunes pour l'innovation

Au cours de l'atelier organisé par le FIDA sur l'entrepreneuriat des jeunes ruraux à Cartagena en novembre 2010, les participants se sont penchés sur les possibilités de connecter les jeunes entre eux pour leur permettre de partager des innovations, des expériences et des idées et de participer plus efficacement aux processus décisionnels clés. Ces discussions ont abouti, entre autres, à la création du Réseau mondial des jeunes pour l'innovation (GYIN – Global Youth Innovation Network), une plateforme inspirée et dirigée par des jeunes, qui vise à mettre en valeur l'énergie des jeunes ruraux au profit du changement et des transformations dans leurs communautés.

Créé en octobre 2011, le GYIN offre aux jeunes une opportunité de réseauter et d'interagir. Il facilite également la mise en relation des jeunes avec les planificateurs et les décideurs, leur permettant ainsi de participer directement aux discussions et aux initiatives politiques visant à promouvoir leur autonomisation économique. Les jeunes ont indiqué que les personnes chargées de la formulation des politiques prenaient mieux et plus sérieusement en compte leurs opinions lorsqu'ils avaient la possibilité de discuter directement avec eux grâce à ce type de forum.

Le GYIN est composé de représentants de diverses organisations axées sur le développement et le leadership des jeunes, qui œuvrent en faveur de l'autonomisation économique des jeunes femmes et des jeunes hommes à travers le monde. Parmi ses membres figurent: des jeunes entrepreneurs, des organisations de producteurs agricoles, des ONG et des représentants gouvernementaux et des organisations internationales. La mission du GYIN est d'établir un réseau mondial de jeunes entrepreneurs ruraux et urbains, avec pour finalité de contribuer à la réduction de la pauvreté en offrant aux jeunes entrepreneurs des possibilités d'agir en tant qu'agents du changement par le biais de l'innovation, de l'entrepreneuriat, du leadership et du travail indépendant. Grâce à ses membres, le GYIN s'efforce de créer une plateforme pour le partage des compétences, des savoirs et des expériences. Il aide également les jeunes entrepreneurs à mettre en œuvre et à développer des projets axés sur le développement des communautés locales.

En s'appuyant sur les interactions entre les jeunes à travers le GYIN, le FIDA étend les espaces offerts aux jeunes ruraux et à leurs organisations pour faire entendre leurs voix, à tous les niveaux. En Afrique de l'Ouest et du Centre, par exemple, les membres du GYIN participent activement aux processus de planification stratégique, de conception, de supervision et de suivi des interventions de développement relatives à la jeunesse. Ces jeunes femmes et ces jeunes hommes ont veillé à ce que des critères spécifiques soient élaborés pour cibler les jeunes ruraux, femmes et hommes, dans les projets et les programmes, en particulier par le biais d'activités dans le secteur agro-industriel le long des chaînes de valeur. Dans certains cas, les membres du GYIN sont engagés comme prestataires de services pour fournir aux agriculteurs, aux membres de la communauté, aux organisations et aux associations chargées de la jeunesse des formations ciblées et des services de conseil. En étroite collaboration avec les bureaux de pays du FIDA, les membres du GYIN participent activement à des plateformes nationales de prise de décisions et d'élaboration des politiques, dans le cadre desquelles ils encouragent des stratégies en faveur des pauvres axées sur les jeunes. Leur représentation dans les projets et les structures de gouvernance décentralisées contribue à améliorer la prestation de services pertinents pour les priorités des jeunes.

Pour plus d'informations, voir: www.gyin.org/index.php?lang=en.



©FIDA/Susan Beccio

communautaire à la conception des politiques et des programmes au niveau national. À cet égard, des initiatives telles que le Commonwealth Youth Council⁵⁸ (Conseil des jeunes du Commonwealth) semblent prometteuses et pourraient être adaptées à d'autres contextes. Making Cents International⁵⁹ a organisé des conférences internationales qui visaient à mobiliser les jeunes ruraux aux quatre coins du monde. Les réseaux de jeunes entrepreneurs (voir encadré 8) se sont également révélés efficaces, bien que manifestement beaucoup reste à faire, de manière systématique et sur une plus grande échelle, pour assurer l'inclusion des jeunes voix rurales dans les discussions clés.

La participation des jeunes ruraux aux processus de développement est plus aisée si ces derniers sont regroupés en organisations. Il est important d'évaluer les structures de participation et le degré de représentation des jeunes dans les organisations rurales. Cela contribuera également à déterminer les nouvelles formes d'organisation possibles pour faciliter la participation des jeunes. Lorsque les jeunes sont déjà regroupés en organisations et bénéficient d'une certaine représentation, il est important d'examiner le degré de participation des jeunes femmes et des jeunes hommes – c'est-à-dire la mesure dans laquelle: ils/elles participent aux discussions; leurs opinions sont prises en compte dans les processus décisionnels; et ils/elles occupent des postes d'influence et de leadership. Toutefois, les jeunes sont rarement organisés de manière formelle, notamment en raison de la nature extrêmement informelle et souvent invisible de leur travail – une situation qui concerne tout particulièrement les jeunes femmes. Il convient ainsi de les encourager et de les aider à créer leurs organisations, tout en veillant également à les inclure dans des structures informelles de représentation. Lorsque les jeunes mettent en place leurs propres organisations, leur influence dans l'environnement institutionnel local est déterminante pour la participation et l'autonomisation des jeunes.

58 Le Commonwealth Youth Council est une organisation de jeunes qui vise à faire progresser la cause des jeunes dans les pays du Commonwealth. Pour plus d'informations, voir: <http://commonwealthyouthcouncil.org/>.

59 À titre d'exemple, voir: <http://youtheconomicopportunities.org/event/1775/making-cents-international-youth-engagement-economic-opportunities-within-rural-areas>.

Reconnaître le potentiel et les aspirations des jeunes

Les jeunes ruraux se heurtent à des idées fausses et négatives concernant leurs compétences et leurs capacités, qui émanent dans de nombreux cas de structures sociales hiérarchiques traditionnelles fondées sur l'âge. Les aptitudes des jeunes en termes d'adaptation aux nouvelles technologies et aux innovations⁶⁰, d'ouverture à de nouvelles idées⁶¹ et de volonté de prendre des risques sont généralement sous-évaluées, tout comme leur énergie et leur dynamisme. Cette sous-appréciation des jeunes se répercute sur la façon dont les sociétés s'engagent en leur faveur, ce qui détermine à son tour les possibilités (économiques, politiques et sociales) qui leur sont offertes. Les dirigeants et les processus aux niveaux communautaire, régional, national et international doivent prendre conscience des avantages, aussi bien pour les jeunes que pour la société dans son ensemble, d'une plus grande participation des jeunes ruraux. C'est une composante essentielle en vue de favoriser un développement inclusif et durable, dans le contexte des nouvelles réalités démographiques.

Améliorer la compréhension des aspirations des jeunes est aussi une étape nécessaire pour renforcer l'inclusion des jeunes dans les processus et les initiatives de développement. Les aspirations des jeunes ruraux, femmes et hommes, sont souvent mal comprises ou peu prises en considération, ce qui n'est pas surprenant compte tenu de leur marginalisation dans les processus et les initiatives de développement et de l'absence de forums à leur disposition pour s'exprimer. En outre, peu de travaux de recherche ont été menés dans ce domaine. Il serait utile, par exemple, de se pencher sur les types et les formes d'activités agricoles et rurales que les jeunes femmes et les jeunes hommes associent à la fois à des avantages économiques et à un meilleur statut⁶². Les conclusions de ces travaux doivent ensuite contribuer à améliorer la planification du développement agricole et rural. Le projet de recherche FIDA-UNESCO "Acquérir des connaissances et des compétences pour l'agriculture et l'amélioration des moyens d'existence ruraux" s'efforce de combler ce manque en réalisant des entretiens et en organisant des groupes de discussions avec des jeunes ruraux dans divers pays. Il devrait être possible, dans un avenir proche, d'étendre ces initiatives et de mettre en place d'autres activités similaires.

60 "Les jeunes sont très forts. Ils arrivent à résoudre leurs problèmes souvent plus vite que les adultes et ils sont les moteurs de l'innovation. Les villages leur doivent de nombreuses évolutions techniques: la transformation des lampes torches à LED en système d'éclairage domestique, en détachant les LED pour les fixer à un autre support et ainsi obtenir une intensité lumineuse suffisante." Sylvestre Ouédraogo, président, association burkinabé Yam Pukri. Pour plus d'informations, voir: <http://ictupdate.cta.int/fr/Regulars/Perspectives/Young-people-lead-the-way>.

61 "Les chefs de ménage plus âgés sont (...) moins susceptibles de participer à des activités indépendantes non agricoles. Cela s'explique notamment par le fait que ces ménages ont commencé leur vie professionnelle alors qu'il n'existait pas d'alternatives à l'agriculture et qu'ils sont généralement restés sur cette voie. Ils ont ainsi tendance à demeurer dans le secteur de la production agricole tandis que les jeunes chefs de ménage s'orientent vers des voies alternatives pour améliorer le bien-être de leur famille." Davis et al. (2007).

62 Future Agricultures Consortium: *Future Farmers? Exploring youth aspirations for African agriculture* (Note d'orientation 037: 2010).

Conclusions

Ce document a montré que les jeunes, en particulier ceux qui vivent dans les zones rurales, ont jusqu'à présent été marginalisés dans les processus de développement. Il a également montré que, pour répondre aux défis auxquels le monde devra faire face dans les prochaines décennies, il faut que cette situation change. Heureusement, il est possible d'opérer ce changement, en particulier dans le cadre des programmes de développement qui privilégient une évolution vers un avenir durable et équitable, qui ne laisse personne de côté. Cet enjeu est actuellement en cours de formulation dans les débats relatifs au programme de développement pour l'après-2015 et dans des initiatives telles que l'Année internationale de l'agriculture familiale.

Il est important de souligner que les recommandations stratégiques exposées dans ce document ne sont en aucune façon exhaustives. Il convient d'approfondir les recherches et de mettre en œuvre des projets pilotes, de réaliser des études et d'encourager le partage des enseignements tirés. À cet effet, les jeunes ruraux doivent avoir la possibilité de participer de manière effective à la transformation et au développement du milieu rural.

Les défis et les recommandations énoncés dans ce document sont d'ordre général. Il conviendrait de les préciser au niveau local, pour tenir compte à la fois de la diversité des contextes des pays et des groupes de jeunes au sein de la catégorie des jeunes ruraux. Ce processus doit être engagé dans le cadre de débats inclusifs, où les jeunes ruraux, femmes et hommes, peuvent faire entendre leurs voix haut et fort. L'objectif primordial est de favoriser l'intégration de la cause des jeunes ruraux dans les discussions globales sur les politiques, comme celles qui sont actuellement en cours. À un niveau plus large, la jeunesse et l'emploi doivent être au centre des débats et des programmes qui ont trait aux questions telles que la transformation rurale, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et les défis climatiques et environnementaux. Les jeunes peuvent offrir un regard unique et contribuer de manière efficace à relever ces défis – il ne sera de toute façon pas possible de relever ces défis sans prendre en compte le rôle que les jeunes d'aujourd'hui joueront dans l'avenir auquel nous aspirons.

Bibliographie

- Agence de planification et de coordination du NEPAD. 2013. A framework to inform the NEPAD-led Rural Futures Initiative. Johannesburg: Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.
- BAfD, OCDE, PNUD et CEA. 2012. Perspectives économiques en Afrique 2012: Promouvoir l'emploi des jeunes: Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Programme de développement des Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique.
- Banque mondiale. 2014a. Migration and remittances: Recent developments and outlook. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- _____. 2014b. Youth employment in sub-Saharan Africa. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- _____. 2013. *Rapport de suivi mondial 2013: Dynamique entre zones rurales et urbaines et objectifs du Millénaire pour le développement*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- _____. 2007a. Rapport sur le développement dans le monde 2008: *L'Agriculture au service du développement*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- _____. 2007b. (O.S. Puerto). Labour market impact on youth: A meta-analysis of the youth employment inventory, p. 8. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- _____. 2005. Teachers for rural schools: A challenge for Africa. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Bennell, P. S. 2011. Investing in the future: Creating opportunities for young rural people. Rome: FIDA.
- Bloom, D.E., Canning, D. et Sevilla, J. 2002. *The demographic dividend: A new perspective on the economic consequences of population change*. Santa Monica, CA: RAND Corporation.
- Carletto, G., Covarrubias, K., Davis, B., Krausova, M., Stamoulis, K., Winters, P. et Zezza, A. 2007. Rural income generating activities in developing countries: Re-assessing the evidence. *Electronic Journal of Agricultural and Development Economics*, 4(1), 146-193.
- Cassen, R. et al. 1994. *Population and development: Old debates, new conclusions*. Washington, D.C.: Overseas Development Council.
- Chant, S. 2013. Cities through a gender lens: A golden "urban age" for women in the global south? Institut International pour l'environnement et le développement. *Environment and Urbanization* 2013 25: 9 (publié en ligne le 11 mars 2013).
- Chaudhuri, Sanjukta. 2010. *Women's empowerment in South Asia and Southeast Asia: A comparative analysis*. Université du Wisconsin.
- CNUCED. 2013. *The least developed countries report 2013: Growth with employment for inclusive and sustainable development*. New York et Genève: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
- Collier, P. 2007. *The bottom billion*. New York: Oxford University Press.
- Collier, P. et Dercon, S. 2009. L'agriculture africaine dans 50 ans: petits exploitants dans un monde en pleine évolution? Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Département du développement économique et social.
- DAES. 2013. Cross-national comparisons of internal migration: An update on global patterns and trends. Population Division Technical Paper No. 2013/1. New York: Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.
- Davis, B., Winters, P., Carletto, G., Covarrubias, K., Quinones, E., Zezza, A., Stamoulis, K., Bonomi, G. et DiGiuseppe, S. 2007. Rural income generating activities: A cross country comparison. Document de travail ESA n° 07-16. Rome: FAO.
- De Haan, A. et Yaqub, S. 2008. Migration and poverty: Linkages, knowledge gaps and policy implications. Document révisé de l'atelier UNRISD/OIM/IFS "Social Policy and Migration in Developing Countries", Stockholm.

- DIAL. 2007. Youth and labour markets in Africa: A critical review of literature, Document de travail DT/2007/02.
- Dréze, J. et Murthi, M. 1999. Female literacy and fertility: Recent census evidence from India. Cambridge, Royaume-Uni: King's College Centre for History and Economics.
- Easterly, W. 2002. To help the poor. In: *The elusive quest for growth: Economists' adventures and misadventures in the tropics*. Cambridge, MA, États-Unis: MIT Press.
- Ellis, F. 2013. Topic guide: Agriculture and growth. Londres: Evidence on Demand.
- Enete, A.A. et Igbokwe, E.M. 2009. Cassava market participation decision of household in Africa. *Tropicultura*, 27: 3, p. 129-136.
- FAO. 2013. Travail des enfants en agriculture. Tiré de: www.fao-ilo.org/fao-ilo-child/fr/?no_cache=1.
- _____. 2012a. *World agriculture towards 2030/2050: the 2012 revision*. Rome: FAO.
- _____. 2012b. Promouvoir des emplois ruraux décents pour plus de sécurité alimentaire: Raisons d'agir. Rome: FAO.
- _____. 2011. *L'État des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde (SOLAW) – Gérer les systèmes en danger*. Rome: FAO.
- _____. 2010a. *Deuxième Rapport sur l'état des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde*. Rome: FAO.
- _____. 2010b. Évaluation des ressources forestières mondiales 2010. Étude FAO: Forêts 163. Rome: FAO.
- _____. 2009a. Gender in agriculture sourcebook. Rome: FAO.
- _____. 1996. Expert consultation on extension rural youth programmes and sustainable development. Rome: FAO.
- FAO, FIDA et OIT. 2010a. Briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale: Sortir les filles et les garçons du travail et les faire aller à l'école. Note d'orientation n° 7. Rome: FAO, FIDA et OIT.
- FAO, FIDA et OIT. 2010b. Gender dimensions of agricultural and rural employment: Differentiated pathways out of poverty. Rome: FAO, IFAD et OIT.
- Ferré, C. 2011. Is internal migration bad for receiving urban centres? Evidence from Brazil, 1995-2000. Document de travail UNU-WIDER n° 2011/21.
- FIDA. 2013a. Note de politique: Améliorer les conditions de vie des jeunes femmes et hommes en milieu rural. Rome: FIDA.
- _____. 2013b. Note d'orientation: formuler des programmes améliorant les moyens d'existence des jeunes. Rome: FIDA.
- _____. 2012. Facilitating access of rural youth to agricultural activities: Résumé des conclusions du projet mis en place par le MIJARC en collaboration avec la FAO et le FIDA. Rome: FAO et FIDA.
- _____. 2011a. *Nourrir les générations futures: Jeunes ruraux d'aujourd'hui, agriculteurs productifs et prospères de demain*. Travaux issus des débats de haut niveau du groupe d'experts du Conseil des gouverneurs et des événements parallèles organisés à l'occasion de la trente-quatrième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, 2011. Rome: FIDA.
- _____. 2011b. Investing in the future: Creating opportunities for young rural people. Rome: FIDA.
- _____. 2011c. Women and rural development. Rome: FIDA.
- _____. 2010a. Créer des opportunités dans l'économie rurale non agricole. In: *Rapport sur la pauvreté rurale 2011*, chapitre 6. Rome: FIDA.
- _____. 2010b. L'état actuel de la pauvreté rurale. In: *Rapport sur la pauvreté rurale 2011*, chapitre 2. Rome: FIDA.
- _____. 2009. Technical and vocational education and training (TVET) and skills development for poverty reduction – Do rural women benefit? Rome: FIDA.

- FIDA et OIT. 2012. Promoting decent and productive employment of young people in rural areas: A review of strategies and programmes. Rapport de l'atelier. Rome: FIDA et OIT.
- FIDA et UNESCO. À venir. Acquérir des connaissances et des compétences pour l'agriculture et l'amélioration des moyens d'existence ruraux: Projet de rapport de synthèse. Paris: FIDA et UNESCO.
- FNUAP. 2007. *État de la population mondiale 2007: Libérer le potentiel de la croissance urbaine*. New York: Fonds des Nations Unies pour la population.
- FNUAP, DAES, ONU-Habitat, OIM. 2013. *Population dynamics in the post-2015 development agenda: Report of the global thematic consultation on population dynamics*. New York: Fonds des Nations Unies pour la population, Département des affaires économiques et sociales, Programme des Nations Unies pour les établissements humains, Organisation internationale pour les migrations.
- Fuller, T. 2012. Thai youth seek a fortune away from the farm. *New York Times Asia Pacific*. 4 juin 2012. Tiré de: www.nytimes.com/2012/06/05/world/asia/thai-youth-seek-a-fortune-off-the-farm.html.
- Gella, A.A et Tadele, G. 2012. A last resort and often not an option at all: Young people and farming in Ethiopia. *IDS Bulletin* 43: 6, p. 33-43 (novembre 2012).
- Groupe d'évaluation indépendante de la Banque mondiale 2012. *Youth employment programs: An evaluation of World Bank and IFC support*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- HLPE. 2013. *Paysans et entrepreneurs: Investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire*. Un rapport accompli par un Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Rome: Groupe d'experts de haut niveau.
- Haq, Mahbub ul. 1996. *Reflection on Human Development*. Delhi: Oxford University Press.
- IDS. 2012. *Young people and agriculture in Africa*. Bulletin novembre 2012. Brighton: Institute of Development Studies.
- IFPRI. 2005. PROGRESA and its impacts on the welfare of rural households in Mexico. Washington, D.C.: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- IPE. 2011. Lettre d'information vol. XXIX, n° 3, septembre-décembre 2011. Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO.
- FMI. 2013. Africa's got work to do: Employment prospects in the new century. Washington, D.C.: Fonds monétaire international, Département Afrique du FMI.
- Janvry, A. et Sadoulet, E. 2010. Agricultural growth and poverty reduction: Additional evidence. *The World Bank Research Observer*, 25: 1 (février 2010).
- Lacroix, T. 2011. Migration, rural development, poverty and food security: A comparative perspective. Oxford: Institut des migrations internationales.
- Lipton, M. 2005. The family farm in a globalizing world: The role of crop science in alleviating poverty. Washington, D.C.: IFPRI.
- Lipton, M. 1977. *Why poor people stay poor: Urban bias and world development*. Londres: Temple Smith and Harvard University Press.
- Lofgren, H. 2013. Closing rural-urban MDG gaps in low-income countries: A general equilibrium perspective. Document de travail de recherche sur les politiques 6390. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Losch, B., Fréguin-Gresh, S. et White, E. 2011. Rural transformation and late developing countries in a globalizing world: A comparative analysis of rural change. Rapport final du Programme RuralStruc: version révisée. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Lutz, W. et Samir, K.C. 2011. Global human capital: Integrating education and population. *Science*. 29 juillet 2011.

- Mensbrugge, D.V.D., Osorio-Rodarte, I., Burns, A. et Baffes, J. 2009. Macroeconomic environment, commodity markets: A longer term outlook. Rapport de la réunion d'experts sur comment nourrir le monde en 2050, p. 24-26. Rome: FAO. Disponible à l'adresse: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak967e/ak967e00.pdf>.
- Nations Unies. 2014. *World economic situation and prospects 2014*. New York: Nations Unies.
- _____. 2013a. *Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport de 2013*. New York: Nations Unies.
- _____. 2013b. *A new global partnership: Eradicate poverty and transform economies through sustainable development – The report of the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda*. New York: Nations Unies.
- _____. 2012. *Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination dans ce domaine*. New York: Nations Unies.
- _____. 1987. *Report of the world commission on environment and development: Our common future*. New York: Nations Unies.
- OCDE. 2012. Promoting pro-poor growth: The role of empowerment. Paris: Organisation de coopération et de développement économiques.
- OIT. 2013. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013*. Genève: Organisation internationale du Travail.
- _____. 2011a. Stimuler le développement rural par l'emploi et le travail décent: une nécessité urgente et un investissement opportun. Genève: OIT.
- _____. 2011b. Développement des compétences pour l'emploi. Note d'orientation pour les politiques: L'amélioration des systèmes d'apprentissage informel. Genève: OIT.
- _____. 2007a. Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté. Genève: OIT.
- _____. 2007b. Forced labour statistics fact sheet. Genève: OIT.
- _____. 2006. Multilateral framework on labour migration: Non-binding principles and guidelines for a rights-based approach to labour migration. Genève: OIT.
- ONU-Habitat. 2013. *State of women in cities 2012-2013: Gender and the prosperity of cities*. Nairobi: Programme des Nations Unies pour les établissements humains.
- _____. 2010a. *State of the urban youth 2010/2011: Leveling the playing field*. Nairobi: ONU-Habitat.
- _____. 2010b. *State of the world's cities 2010/2011*. Nairobi: ONU-Habitat.
- _____. 2009. Global urban indicators – selected statistics. Nairobi: ONU-Habitat.
- Organisation météorologique mondiale. 2013. A summary of current climate change findings and figures. Genève: Organisation météorologique mondiale.
- Overseas Development Institute. 2010. Millennium Development Goals: Report card: Measuring progress across countries. Londres: Overseas Development Institute.
- Overseas Development Institute. 2008. Pro-poor growth and development. Document d'information 33. Londres: Overseas Development Institute.
- Oxfam. 2012. Tipping the balance: Policies to shape agricultural investments and markets in favour of small-scale farmers. Oxford: Oxfam.
- Paris, T., Rola-Rubzen, M.F., Luis, J., Ngoc Chi Truong Thi, Wongsanum, C. et Villanueva, D. 2009. The impact of labor out migration on rice farming households and gender roles: Synthèse des constatations en Thaïlande, aux Philippines et au Viet Nam. Institut international de recherches sur le riz (Philippines), Curtin University of Technology (Australie), Cuu Long Delta Rice Research Institute (Viet Nam) et Khon Kaen University (Thaïlande).
- PNUD. 2007. *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008. La lutte contre le changement climatique: un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, p. 25. New York: Programme de développement des Nations Unies.
- PNUD. 1990-2013. *Rapport sur le développement humain*. New York: PNUD.

- PNUE. 2011. Vers une économie verte: Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté - Synthèse à l'intention des décideurs. Nairobi: Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- Population Reference Bureau. 2009. Africa's youthful population: Risk or opportunity. Washington, D.C.: Population Reference Bureau.
- Proctor, F. et Lucchesi, V. 2012. Small-scale farming and youth in an era of rapid rural change. Londres et La Haye: Institut international pour l'environnement et le développement et Hivos.
- Royal Society (The). 2012. *People and the planet*. Londres: The Royal Society.
- Schultz, T.W. 1961. Investment in human capital. *American Economic Review*: 51: 1, mars 1961, p. 1-17.
- Sen, A. 1999. Population, food and freedom, chapitre 9 in: *Development as freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Song, Y., Linxiu, Z., Sun, D., Sun, Q. et Jiggins, J. 2009. Feminization of agriculture and ageing of agricultural producers in rapidly changing China: Policy implications and alternatives for equitable growth and sustainable development. Centre for Chinese Agricultural Policy (Chine), Yuan Academy of Social Science (Chine), Guizhou Academy of Agricultural Science (Chine), Wageningen University (Hollande).
- Soucat, A., et al. 2013. Accelerating the AfDB's response to the youth unemployment crises in Africa. Africa Economic Brief 4: 1. Abidjan: Banque africaine de développement.
- Sparreboom, T. et Powell, M. 2009. Labour market information and analysis for skills development. Genève: OIT.
- Timmer, C. 2007. The structural transformation and the changing role of agriculture in economic development. Wendt Lecture, American Enterprise Institute. Washington, D.C.: American Enterprise Institute.
- Timmer, C. 1988. The agricultural transformation. In: H. Chenery et T.N. Srinivasan (eds), *The handbook of development economics*, vol. 1, p. 275-331. Philadelphie, PA: Elsevier.
- Todaro, M.P. et Smith, S.C. 2009. *Economic development*. Londres: Pearson Education.
- UCL. UCL Policy Briefing. 2011. Population footprints. Londres: University College London.
- UNESCO. 2012. Jeunes et compétences: l'éducation au travail. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2012, chapitre 7: La formation, un moyen pour les jeunes ruraux d'échapper à la pauvreté. Paris: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
- USAID. 2008. *Education from a gender equality perspective*. Washington, D.C.: Agence des États-Unis pour le développement international.
- Van der Geest, K. 2010. Rural youth employment in developing countries: A global view. Overview synthesis No. 1. Rome: FAO, Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural.
- Wiggins, S. 2009. Can the smallholder model deliver poverty reduction and food security for a rapidly growing population in Africa? FAC Working Paper No. 8, Future Agriculture Consortium. Brighton, Royaume Uni: Institute of Development Studies.
- Wiggins, S. et Proctor, S. 2001. How special are rural areas? The economic implications of location for rural development. *Development Policy Review* 19: 4, p. 427-436.



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org

www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com

 www.facebook.com/ifad

 instagram.com/ifadnews

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV

Mars 2015

ISBN-978-92-9072-558-9

